

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1934

3 août 2012

### SOMMAIRE

Aieref Holding 1 S.à r.l. ....	92803	Comptoir de Valeurs de Banque .....	92821
Aieref Holding 1 S.à r.l. ....	92801	Constructions Métalliques Arendt SA ....	92825
AIT Holdco 15 S.à r.l. ....	92803	Cyen S.A. ....	92826
Allcar Sàrl .....	92807	Datacenter Luxembourg SA .....	92826
Alpha Trains (Malta) Holdco 1 Limited Luxembourg Branch .....	92788	Decal International Holding S.A. ....	92827
Amundi International Sicav .....	92801	Decal S.A. ....	92830
Aon Insurance Managers (Luxembourg) S.A. ....	92807	DEMA SPF S.A. ....	92830
ASE Finance S.à r.l. ....	92807	DKV Globality S.A. ....	92831
Asta Luxembourg S.à r.l. ....	92800	Dream Luxco S.C.A. ....	92829
Austell Financière S.A. ....	92808	E.I.I.G. SA .....	92831
Austell Financière S.A. ....	92809	Fortis Bank Reinsurance S.A. ....	92827
Belfius Insurance Services Finance .....	92810	Geobat S.A. ....	92803
Birnesto Investments S.A. ....	92810	Green Flash S.A. ....	92812
Body Sun .....	92811	HB Asset Management SICAV - SIF .....	92810
Bofil .....	92813	Industrial Business Management Holding S.A. ....	92808
Borealis Participations S.A. ....	92811	INNCONA S.à.r.l. & Cie. Cent Quatre-Vingt-Dixième(190.) S.e.c.s. ....	92822
Boston Holding S.à r.l. ....	92832	JC. Partner .....	92786
BRE/Europe 2 Finance S.à r.l. ....	92813	Jonzac Participations S.A. ....	92830
Cablecom Luxembourg GP S.à r.l. ....	92813	JPS Consult S.à r.l. ....	92832
Calicot .....	92822	Nedpoint S.A. ....	92831
Capital Safety Group S.A. ....	92814	Niederfeelen S.A. ....	92826
CCom Holdings (Luxembourg) S.à r.l. ....	92820	OCM Luxembourg Spirits Holdings S.à r.l. ....	92814
Cercle d'Etude Philosophique Egyptien ..	92817	Placindus S.A. ....	92826
Chi-Square S.à r.l. ....	92819	Rock Holdings S.à r.l. ....	92808
Cirtedias S.A. ....	92820	Smalt .....	92827
Clara Vision S.A. ....	92820	V.V.B. International Holding G.m.b.H., SPF .....	92829
Compagnie Financière de la Gaichel S.A., SPF .....	92821	Walser Portfolio .....	92788
Competrol (Luxembourg) S.à r.l. ....	92820		

**J.C. Partner, Société Anonyme.**

Siège social: L-2266 Luxembourg, 6, rue d'Oradour.  
R.C.S. Luxembourg B 82.513.

L'an deux mille douze, le quatorze juin.

Par devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réuni une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société «FARCOM INVESTMENT S.A.», une société anonyme, ayant son siège social à L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, en date 23 mai 2001, publié au Mémorial C numéro 1192 du 19 décembre 2001, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B numéro 82513.

L'Assemblée est déclarée ouverte à 10.00 heures sous la présidence de Madame Isabelle PETRICIC-WELSCHEN, avocate, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire, Mademoiselle Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant à Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Dino PIZZINATO, commerçant demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, la présidente a exposé et prié le notaire instrumentant d'acter:

I. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1. Changement de dénomination de la Société en «J.C. Partner» et modification du second alinéa de l'article 1<sup>er</sup> des statuts de la Société.

2. Acceptation de la démission de tous les Administrateurs de la Société: Maître Lex THIELEN, Monsieur Joé THIELEN, et la société anonyme «SARAH S.A.» avec effet immédiat et décharge pleine et entière leur est accordée pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

3. Nomination de Madame Patricia CAMPANELLA, Monsieur Jean-Claude JOLY et Monsieur Dino PIZZINATO en tant qu'administrateurs de la société avec effet immédiat, dont leurs mandats s'achèveront à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'année 2017.

4. Acceptation de la démission du Commissaire aux comptes la société à responsabilité limitée «SAINT GERANT INVESTISSEMENT S.à r.l.» avec effet immédiat et décharge pleine et entière leur est accordée pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

5. Nomination de Monsieur Rui Manuel DA CONCEICAO BRANCO en tant que commissaire aux comptes de la société avec effet immédiat et dont son mandat s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'année 2017.

6. Transfert du siège social actuellement au 10 rue Willy Goergen vers 6, rue d'Oradour L-2266 Luxembourg.

7. Modification de l'objet social et par conséquent modification de l'article 3 des statuts.

8. Divers.

II. Qu'il résulte de la liste de présence que la totalité des actions est présentement représentée par un mandataire unique; laquelle liste de présence, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations, après avoir été paraphée "ne varietur" par les comparants les actionnaires présentes, les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire instrumentant.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente Assemblée et l'actionnaire unique représenté déclarant avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué au préalable, il a pu être fait abstraction d'une convocation d'usage.

IV. Que la présente Assemblée est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée Générale, après délibération, a pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide de changer la dénomination de la Société en «J.C. Partner» et par conséquent modifie le second alinéa de l'article 1<sup>er</sup> des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 1<sup>er</sup> . (Second alinéa).** La Société adopte la dénomination de J.C. Partner.»

*Deuxième résolution*

L'assemblée générale prend acte et accepte la démission de tous les administrateurs de la Société: Maître Lex THIELEN, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, Monsieur Joé THIELEN, juriste, demeurant professionnellement

à Luxembourg, ainsi que la société anonyme «SARAH S.A.» ayant son siège social à L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen (RCS Luxembourg B 46.797) avec effet immédiat et décharge pleine et entière leur est accordée pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

#### *Troisième résolution*

L'assemblée générale décide de nommer Madame Patricia CAMPANELLA, née le 7 août 1969 à Haine-St-Paul (B) demeurant au 5 Square du Valcq B-1420 Braine l'Alleud (B), Monsieur Jean-Claude Gustave JOLY, web master, né le 12 avril 1948 à Charleroi (B) demeurant à B-1180 Bruxelles (B) 263, Avenue Brugman, et Monsieur Dino PIZZINATO, commerçant, né le 5 octobre 1941 à Luxembourg demeurant à L-2266 Luxembourg, 6, rue d'Oradour, en tant qu'administrateurs de la société, avec effet immédiat.

Leurs mandats viendront à expiration lors de l'assemblée générale ordinaire de l'année 2017.

#### *Quatrième résolution*

L'assemblée générale prend acte et accepte la démission de la société à responsabilité limitée «SAINT GERANT INVESTISSEMENT S.à r.l.» ayant son siège social à L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen (R.C.S. Luxembourg B 87458) à la fonction de commissaire aux comptes de la société et décharge pleine et entière leur est accordée pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

#### *Cinquième résolution*

L'assemblée générale nomme Monsieur Rui Manuel DA CONCEICAO BRANCO, né le 6 novembre 1969 à Sao Sebastiao Da Pedreira (Portugal), demeurant à L-4994 Sprinkange, 24, route de Longwy, en tant que commissaire aux comptes.

Son mandat s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'année 2017.

#### *Sixième résolution*

L'assemblée générale transfère le siège social vers 6, rue d'Oradour L-2266 Luxembourg.

#### *Septième résolution*

L'assemblée générale décide de modifier l'objet social et par conséquent de modifier l'article 3 des statuts de la société pour lui donner la teneur suivante:

#### **« Art. 3. Objet.**

3.1. La société a pour objet la prestation de services administratifs et de secrétariat, la publicité, l'exploitation de droits d'auteurs et la gestion de sites informatiques, ainsi que la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

3.2. D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, notamment en empruntant, en toutes monnaies, par voie d'émission d'obligations et en prêtant aux sociétés dont il est question ci-dessus.

3.3. La société peut réaliser en outre toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, tant mobilières qu'immobilières dans tous secteurs, qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.»»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'Assemblée Générale a été clôturée à 10.15 heures.

#### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la société des suites du présent acte sont estimés à neuf cent cinquante euros (950,-EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparantes, connues du notaire instrumentant par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, elles ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: I. PETRICIC-WELSCHEN, V. PIERRU, D. PIZZINATO, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 juin 2012. Relation: LAC/2012/28393. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros)

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Luxembourg, le 6 juillet 2012.

Référence de publication: 2012082011/108.

(120116679) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

**Alpha Trains (Malta) Holdco 1 Limited Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.**

Adresse de la succursale: L-2175 Luxembourg, 22, rue Alfred de Musset.  
R.C.S. Luxembourg B 140.106.

—  
*Extrait des résolutions du conseil de gérance de la Société le 9 juillet 2012*

L'adresse de la Succursale a été transférée du 3, rue Goethe, L-1637 Luxembourg au 22, rue Alfred de Musset, L-2175 Luxembourg avec effet au 26 mars 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 9 juillet 2012.

Référence de publication: 2012081757/12.

(120116718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

**Walsler Portfolio, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1748 Findel, 8, rue Lou Hemmer.  
R.C.S. Luxembourg B 79.320.

—  
Im Jahre zweitausendundzweölf, am neunundzwanzigsten Juni.

Vor dem unterzeichnenden Notar Marc LECUIT, mit Amtssitz in Mersch,

sind die Aktionäre zu einer ausserordentlichen Generalversammlung der Aktiengesellschaft in Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital „WALSER PORTFOLIO“, mit Sitz in L-1748 Findel-Golf, 8, rue Lou Hemmer, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 79.320, zusammengetreten.

Die Gesellschaft wurde gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar, Frank Baden, vom 12. Dezember 2000, veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 19 vom 11. Januar 2001.

Die Satzung wurde zuletzt abgeändert gemäß Urkunde aufgenommen durch den instrumentierenden Notar, vom 17. Dezember 2010, veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 319 vom 17. Februar 2011.

Die Versammlung wird eröffnet unter dem Vorsitz von Frau Laura EWEN, Bankangestellte, beruflich wohnhaft in L-1748 Findel-Golf, 8, rue Lou Hemmer.

Die Versammlung beruft zum Stimmzähler Herr Christian WOLFF, Bankangestellter, beruflich wohnhaft in L-1748 Findel-Golf, 8, rue Lou Hemmer.

Der Vorsitzende stellt unter Zustimmung der Versammlung fest: Die Einberufungen zu gegenwärtiger Versammlung erfolgten im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1453 vom 12. Juni 2012 und Nummer 1551 vom 21. Juni 2012, sowie in folgenden Zeitungen:

- Luxemburger Wort vom 12. Juni 2012 und vom 21. Juni 2012,
- Börsen-Zeitung n° 110 vom 12. Juni 2012 und n° 117 vom 21. Juni 2012,
- Der Standard vom 12. Juni 2012 und 21. Juni 2012,
- Liechtensteiner Vaterland vom 12. Juni 2012 und 21. Juni 2012. Die Aktionäre wurden außerdem schriftlich an die im Aktionärsregister eingetragene Anschrift einberufen, dies wenigstens acht (8) Tage vor der Versammlung.

I. Der Vorsitzende erstellt die Anwesenheitsliste und prüft die unter Privatschrift erteilten Vollmachten der vertretenen Aktionäre.

Die als richtig bestätigte Anwesenheitsliste, sowie die von den anwesenden Personen und dem amtierenden Notar unter Hinzufügung des Zusatzes "ne varietur" unterzeichneten Vollmachten, bleiben der gegenständlichen Urkunde als Anlage beigefügt um mit derselben ein registriert zu werden.

Sodann stellt der Vorsitzende fest und ersucht den amtierenden Notar zu beurkunden:

II. Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

1. Aufgrund der Umsetzung der Richtlinie 2009/65/EG wird die Satzung an das Gesetz vom 17. Dezember 2010 angepasst.

Des Weiteren werden in der Satzung Änderungen und Aktualisierungen vorgenommen:

- Abänderung von Artikel 2, 5, 6, 7, 10, 11, 14, 18, 22, 24 28 und 30 der Satzung.
- Aktualisierung von Artikel 4, 8, 17, 21, 27 und 32 der Satzung.

2. Verschiedenes.

III. Der/die bevollmächtigte(n) Vertreter der Aktionäre sowie die Stückzahl der vertretenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste eingetragen.

Diese Anwesenheitsliste, welche durch die/den bevollmächtigten Aktionärvertreter und denammlungsvorstand gezeichnet wurde, bleibt gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt. Die Vollmachten der vertretenen Aktionäre, welche durch die Erschienenen „ne varietur“ paraphiert wurden, bleiben gegenwärtiger Urkunde ebenfalls beigefügt.

IV. Aus der Anwesenheitsliste geht hervor, dass von den ausgegebenen Aktien in gegenwärtiger Versammlung vertreten sind.

Die Versammlung stellt fest dass sie rechtsgültig zusammengesetzt und befugt ist, über den einzigen Punkt der Tagesordnung zu beschließen.

Alsdann wird nach Eintritt in die Tagesordnung einstimmig folgender Beschluss gefasst:

#### *Einzigter Beschluss*

Die Generalversammlung beschließt die Abänderung von Artikel 2, 5, 6, 7, 10, 11, 14, 18, 22, 24, 28 und 30 der Satzung sowie die Aktualisierung von Artikel 4, 8, 17, 21, 27 und 32 der Satzung wie folgt:

**Art. 2. Sitz.** Der Gesellschaftssitz befindet sich in Findel-Golf (Gemeinde Niederanven), Großherzogtum Luxemburg.

Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder andere Büros können auf Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg errichtet werden.

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass außergewöhnliche politische oder kriegerische Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig und bis zur völligen Normalisierung der Lage in das Ausland verlagert werden. Solche provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft keinen Einfluss haben; die Gesellschaft wird eine Luxemburger Gesellschaft bleiben.

**Art. 5. Gesellschaftsvermögen, Anteilklassen.** Das Kapital der Gesellschaft wird durch voll einbezahlte Anteile ohne Nennwert vertreten und wird zu jeder Zeit dem gesamten Netto-Vermögenswert der Gesellschaft gemäß Artikel 11 dieser Satzung entsprechen.

Die Währung des Kapitals der Gesellschaft ist Euro (EUR).

Das Mindestkapital wird sich auf das gesetzliche Mindestkapital, das heißt den Betrag in Höhe von EUR 1.250.000,- belaufen. Das Erstzeichnungskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) eingeteilt in dreihundertzehn (310) Anteile ohne Nennwert. Das Mindestkapital muss innerhalb von sechs Monaten nach dem Datum, zu welchem die Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen nach Luxemburger Recht zugelassen wurde, erreicht sein.

Die Anteile, welche an der Gesellschaft gemäß Artikel 7 dieser Satzung ausgegeben werden, können auf Beschluss des Verwaltungsrates in Form von mehreren Anteilklassen ausgegeben werden. Das Entgelt für die Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse wird angelegt, im Einklang mit der Anlagepolitik, wie sie vom Verwaltungsrat für die einzelnen Teilfonds (gemäß nachstehender Definition), die für die jeweiligen Anteilklassen errichtet werden, bestimmt wird und unter Berücksichtigung der gesetzlichen oder vom Verwaltungsrat aufgestellten Anlagebeschränkungen, in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten.

Der Verwaltungsrat wird ein Portefeuille von Vermögenswerten einrichten, welches einen Teilfonds ("Teilfonds") im Sinne des Artikels 181 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 darstellt und für eine oder mehrere Anteilklassen in der in Artikel 11 dieser Satzung beschriebenen Art gebildet wird. Im Verhältnis der Anteilhaber untereinander wird jedes Portefeuille ausschließlich zugunsten der jeweiligen Anteilklasse(n) angelegt werden. Im Verhältnis zu Dritten haftet jeder Teilfonds lediglich für solche Verbindlichkeiten, die diesem Teilfonds zuzuordnen sind.

Der Verwaltungsrat kann jeden Teilfonds auf unbestimmte oder auf bestimmte Zeit errichten; in letzterem Falle kann der Verwaltungsrat die Laufzeit des entsprechenden Teilfonds nach Ablauf der ursprünglich vorgesehenen Laufzeit einmal oder mehrere Male verlängern. Nach Ablauf der Laufzeit eines Teilfonds wird die Gesellschaft alle Anteile der entsprechenden Anteilklasse(n) gemäß Artikel 8 dieser Satzung und unbeschadet der Bestimmungen gemäß Artikel 24 dieser Satzung zurücknehmen.

Bei jeder Verlängerung der Laufzeit eines Teilfonds werden die Inhaber von Namensanteilen durch eine Mitteilung an ihre, im Anteilregister der Gesellschaft eingetragene Adresse ordnungsgemäß schriftlich benachrichtigt. Die Gesellschaft wird die Inhaber von Inhaberanteilen durch eine Mitteilung, welche in vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Tageszeitungen veröffentlicht wird, benachrichtigen, sofern diese Anteilhaber und ihre Adressen der Gesellschaft nicht bekannt sind. Die Verkaufsunterlagen für Anteile der Gesellschaft werden die Laufzeit jedes Teilfonds und, so angebracht, seine Verlängerung angeben.

Zur Bestimmung des Gesellschaftsvermögens werden die einer Anteilklasse zuzuordnenden Netto-Vermögenswerte in Euro umgerechnet, soweit sie nicht bereits auf Euro lauten; das Gesellschaftsvermögen entspricht den Netto-Vermögenswerten aller Anteilklassen.

#### **Art. 6. Anteile**

1. Der Verwaltungsrat wird beschließen, ob die Gesellschaft Inhaber- und/oder Namensanteile ausgibt. Sofern Zertifikate über Inhaberanteile ausgegeben werden, werden sie in der Stückelung ausgegeben, wie dies der Verwaltungsrat bestimmt.

Alle ausgegebenen Namensanteile der Gesellschaft werden in das Anteilregister eingetragen, welches bei der Gesellschaft oder bei einer oder mehreren hierfür von der Gesellschaft bezeichneten Personen geführt wird, und dieses Register wird die Namen jedes Inhabers von Namensanteilen, seinen ständigen oder gewählten Wohnsitz, entsprechend den

Angaben gegenüber der Gesellschaft, die Zahl der von ihm gehaltenen Namensanteile und den auf Anteilbruchteile bezahlten Betrag enthalten.

Der Eintrag des Namens des Anteilinhabers in das Anteilregister dient als Nachweis der Berechtigung des Anteilinhabers an solchen Namensanteilen. Die Gesellschaft wird darüber beschließen, ob ein Zertifikat über einen solchen Eintrag an den Anteilinhaber ausgestellt werden soll oder ob der Anteilinhaber eine schriftliche Bestätigung über seinen Anteilbesitz erhält.

Sofern Inhaberanteile ausgegeben werden, können, auf Antrag des Anteilinhabers, Namensanteile in Inhaberanteile und Inhaberanteile in Namensanteile umgetauscht werden. Ein Umtausch von Namensanteilen in Inhaberanteile erfolgt durch die Ungültigerklärung der - gegebenenfalls über die Namensanteile ausgestellten - Zertifikate nach Bestätigung, dass der Umtausch nicht zugunsten einer ausgeschlossenen Person erfolgt und durch Ausgabe eines oder mehrerer Inhaberanteilzertifikate, welche die ungültig erklärten Namenszertifikate ersetzen; der Vorgang wird im Anteilregister zum Nachweis dieser Ungültigerklärung eingetragen. Der Umtausch von Inhaberanteilen in Namensanteile erfolgt durch Ungültigerklärung der Anteilzertifikate über die Inhaberanteile und gegebenenfalls durch Ausgabe von Anteilzertifikaten über Namensanteile an deren Stelle; zum Nachweis dieser Ausgabe erfolgt ein Eintrag im Anteilregister. Nach Ermessen des Verwaltungsrates können die Kosten eines solchen Umtausches dem antragstellenden Anteilinhaber belastet werden.

Vor Ausgabe von Inhaberanteilen und vor Umwandlung von Namensanteilen in Inhaberanteile kann die Gesellschaft den Nachweis zur Zufriedenheit des Verwaltungsrates verlangen, dass die Ausgabe oder der Umtausch nicht zur Folge haben, dass derartige Anteile durch eine ausgeschlossene Person gehalten werden.

Anteilzertifikate werden durch zwei Verwaltungsratsmitglieder unterzeichnet. Die Unterschriften können handschriftlich erfolgen, gedruckt werden oder als Faksimile erstellt werden. Eine dieser Unterschriften kann durch eine hierzu ordnungsgemäß durch den Verwaltungsrat ermächtigte Person geleistet werden; in diesem Fall muss sie handschriftlich erfolgen. Die Gesellschaft kann vorläufige Anteilzertifikate in einer vom Verwaltungsrat zu beschließenden Form ausgeben.

2. Sofern Inhaberanteile ausgegeben werden, erfolgt die Übertragung von Inhaberanteilen durch Übergabe der entsprechenden Anteilzertifikate. Die Übertragung von Namensanteilen erfolgt (i) sofern Anteilzertifikate ausgegeben wurden, durch Übergabe an die Gesellschaft des oder der Zertifikate(s), welche diese Anteile repräsentieren, zusammen mit anderen Unterlagen, welche die Übertragung der Gesellschaft gegenüber in zufriedenstellender Weise nachweisen und (ii) sofern keine Anteilzertifikate ausgegeben wurden, durch eine schriftliche Erklärung der Übertragung, welche in das Anteilregister einzutragen ist und von dem Übertragenden und dem Empfänger oder von entsprechend vertretungsberechtigten Personen datiert und unterzeichnet werden muss. Jede Übertragung von Namensanteilen wird in das Anteilregister eingetragen. Diese Eintragung wird durch ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates oder leitende Angestellte der Gesellschaft oder durch eine oder mehrere sonstige ordnungsgemäß vom Verwaltungsrat hierzu ermächtigte Personen unterzeichnet.

3. Anteilinhaber, welche Namensanteile erhalten sollen, müssen der Gesellschaft eine Adresse mitteilen, an welche sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen gerichtet werden können. Diese Adresse wird ebenfalls in das Anteilregister eingetragen.

Sofern ein Anteilinhaber keine Adresse angibt, kann die Gesellschaft zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Anteilregister eingetragen wird und die Adresse des Anteilinhabers wird in diesem Falle solange am Sitz der Gesellschaft oder unter einer anderen, von der Gesellschaft einer zu gegebener Zeit einzutragenden Adresse geführt, bis der Anteilinhaber der Gesellschaft eine andere Adresse mitteilt. Ein Anteilinhaber kann zu jeder Zeit die im Anteilregister eingetragene Adresse durch eine schriftliche Mitteilung an den Sitz der Gesellschaft oder an eine andere Adresse, welche von der Gesellschaft zu gegebener Zeit festgelegt wird, ändern.

4. Sofern ein Anteilinhaber zur Zufriedenheit der Gesellschaft nachweisen kann, dass sein Anteilzertifikat abhanden gekommen ist, beschädigt oder zerstört wurde, kann auf Antrag des Anteilinhabers ein Duplikat nach den Bedingungen und unter Stellung der Sicherheiten, wie dies von der Gesellschaft festgelegt wird, ausgegeben werden; die Sicherheiten können in einer von einer Versicherungsgesellschaft ausgegebenen Schuldverschreibung bestehen, sind aber auf diese Form der Sicherheit nicht beschränkt. Mit Ausgabe des neuen Anteilzertifikates, welches als Duplikat gekennzeichnet wird, verliert das ursprüngliche Anteilzertifikat, welches durch das neue ersetzt wird, seine Gültigkeit.

Beschädigte Anteilzertifikate können von der Gesellschaft für ungültig erklärt und durch neue Zertifikate ersetzt werden.

Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen dem Anteilinhaber die Kosten für die Erstellung eines Duplikates oder eines neuen Anteilzertifikates sowie sämtliche angemessenen Auslagen, welche von der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausgabe und der Eintragung dieses Zertifikates oder im Zusammenhang mit der Ungültigerklärung des ursprünglichen Anteilzertifikates getragen wurden, dem Anteilinhaber auferlegen.

5. Die Gesellschaft erkennt nur einen Berechtigten pro Anteil an. Sofern ein oder mehrere Anteil(e) im gemeinsamen Eigentum mehrerer Personen steht/stehen oder wenn das Eigentum an (einem) Anteil(en) strittig ist, kann die Gesellschaft, nach Ermessen des Verwaltungsrates und unter dessen Verantwortung eine der Personen, welche eine Berechtigung an (einem) solchen Anteil(en) behauptet, als rechtmäßigen Vertreter dieses/dieser Anteile(s) gegenüber der Gesellschaft ansehen.

6. Die Gesellschaft kann beschließen, Anteilbruchteile auszugeben. Solche Anteilbruchteile verleihen kein Stimmrecht, berechtigen jedoch anteilig an dem der entsprechenden Anteilklasse zuzuordnenden Nettovermögen. Im Falle von Inhaberanteilen werden nur Zertifikate über ganze Anteile ausgegeben.

**Art. 7. Ausgabe von Anteilen.** Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt berechtigt, eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Anteile zu jeder Zeit auszugeben, ohne den bestehenden Anteilinhabern ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Anteile einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse Einschränkungen unterwerfen; er kann insbesondere entscheiden, dass Anteile einer Anteilklasse ausschließlich während einer oder mehrerer Zeichnungsfristen oder sonstiger Fristen gemäß den Bestimmungen in dem Verkaufsprospekt der Gesellschaft ausgegeben werden.

Immer wenn die Gesellschaft Anteile zur Zeichnung anbietet, so wird der Ausgabepreis solcher Anteile dem Anteilwert der entsprechenden Anteilklasse gemäß Artikel 11 dieser Satzung an einem Bewertungstag beziehungsweise zu einem Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstages (gemäß der Definition in Artikel 12 dieser Satzung) entsprechen, wie dieser im Einklang mit der vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegten Politik bestimmt wird. Dieser Preis kann durch einen geschätzten Prozentsatz von Kosten und Auslagen, welche der Gesellschaft durch die Anlage des Entgelts aus der Ausgabe entstehen, sowie durch eine vom Verwaltungsrat zu gegebener Zeit gebilligte Verkaufsprovision erhöht werden. Der so bestimmte Preis wird innerhalb einer Frist, welche vom Verwaltungsrat bestimmt wird, zu entrichten sein; diese Frist wird nicht mehr als zwei Werktage ab dem entsprechenden Bewertungstag betragen.

Der Verwaltungsrat kann jedem seiner Mitglieder, jedem Geschäftsführer, leitenden Angestellten oder sonstigen ordnungsgemäß ermächtigten Vertreter die Befugnis verleihen, Zeichnungsanträge anzunehmen, Zahlungen auf den Preis neu auszugebender Anteile in Empfang zu nehmen und diese Anteile auszuliefern.

Die Gesellschaft kann, im Einklang mit den gesetzlichen Bedingungen des Luxemburger Rechts, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft zwingend vorsehen, Anteile gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, vorausgesetzt, dass solche Wertpapiere mit den Anlagezielen, der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen des jeweiligen Teilfonds im Einklang stehen.

**Art. 10. Beschränkung des Eigentums an Anteilen.** Die Gesellschaft kann das Eigentum an Anteilen der Gesellschaft seitens einer natürlichen oder juristischen Person oder Gesellschaft entsprechend der vom Verwaltungsrat getroffenen Definition einschränken, sofern dieses Eigentum an Anteilen nach Auffassung der Gesellschaft Luxemburger oder anderes Recht verletzen könnte oder sofern die Gesellschaft als Folge dieses Anteileigentums spezifische steuerliche oder sonstige finanzielle Nachteile tragen müsste (wobei die betreffenden natürlichen oder juristischen Personen oder Gesellschaften vom Verwaltungsrat bestimmt und in dieser Satzung als „ausgeschlossene Personen definiert werden“).

In diesem Sinne darf die Gesellschaft:

A. die Ausgabe von Anteilen und die Eintragung der Übertragung von Anteilen verweigern, sofern dies das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum einer Ausgeschlossenen Person an diesen Anteilen zur Folge hätte;

und

B. zu jeder Zeit verlangen, dass eine Person, deren Name im Register der Anteilinhaber eingetragen ist oder welche die Übertragung von Anteilen zur Eintragung im Register der Anteilinhaber wünscht, der Gesellschaft jegliche Information, gegebenenfalls durch eidesstattliche Versicherungen bekräftigt, zugänglich macht, welche die Gesellschaft für notwendig erachtet, um bestimmen zu können, ob das wirtschaftliche Eigentum an den Anteilen eines solchen Anteilinhabers bei einer Ausgeschlossenen Person verbleibt oder ob ein solcher Eintrag das wirtschaftliche Eigentum einer Ausgeschlossenen Person an solchen Anteilen zur Folge hätte;

und

C. die Ausübung der Stimmberechtigung durch eine Ausgeschlossene Person auf den Generalversammlungen verweigern;

und

D. einen Anteilinhaber anweisen, seine Anteile zu verkaufen und der Gesellschaft diesen Verkauf innerhalb von dreißig (30) Tagen nach der Mitteilung nachzuweisen, sofern die Gesellschaft erfährt, dass eine Ausgeschlossene Person allein oder gemeinsam mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer dieser Anteile ist. Sofern der Anteilinhaber dieser Anweisung nicht nachkommt, kann die Gesellschaft von einem solchen Anteilinhaber alle von diesem Anteilinhaber gehaltenen Anteile nach dem nachfolgend beschriebenen Verfahren zwangsweise zurückkaufen oder diesen Rückkauf veranlassen:

(1) Die Gesellschaft übermittelt eine zweite Mitteilung ("Kaufmitteilung") an den Anteilinhaber bzw. den Eigentümer der zurückzukaufenden Anteile, entsprechend der Eintragung im Register der Anteilinhaber. Diese Mitteilung bezeichnet die zurückzukaufenden Anteile, das Verfahren, nach welchem der Rückkaufpreis berechnet wird und den Namen des Erwerbers.

Eine solche Mitteilung wird an den Anteilinhaber per Einschreiben an dessen letztbekannte oder in den Büchern der Gesellschaft vermerkte Adresse versandt. Der vorerwähnte Anteilinhaber ist hierbei verpflichtet, der Gesellschaft das

Anteilzertifikat bzw. die Anteilzertifikate, welche die Anteile entsprechend der Angabe in der Kaufmitteilung vertreten, auszuliefern.

Unmittelbar nach Geschäftsschluss an dem in der Kaufmitteilung bezeichneten Datum endet das Eigentum des Anteilhabers an den in der Kaufmitteilung bezeichneten Anteilen, und im Falle von Namensanteilen wird der Name des Anteilhabers aus dem Register der Anteilhaber gestrichen, im Falle von Inhaberanteilen werden das Zertifikat bzw. die Zertifikate, welche die Anteile verkörpern, entwertet.

(2) Der Preis, zu welchem jeder derartige Anteil erworben wird („Kaufpreis“), entspricht einem Betrag auf Grundlage des Anteilwertes pro Anteil der entsprechenden Anteilklasse an einem Bewertungstag oder zu einem Bewertungstag während eines Bewertungstages, wie dieser vom Verwaltungsrat für die Rücknahme von Anteilen an der Gesellschaft zuletzt vor dem Datum der Kaufmitteilung oder unmittelbar nach der Einreichung der (des) Anteilzertifikate(s) über die in dieser Kaufmitteilung aufgeführten Anteile ermittelt wurde, je nachdem, welcher Wert der niedrigere Wert ist, wobei die Ermittlung im Einklang mit den Bestimmungen gemäß Artikel 8 erfolgt, unter Abzug der in der Kaufmitteilung vorgesehenen Bearbeitungsgebühr.

(3) Der Kaufpreis wird dem früheren Eigentümer dieser Anteile in der vom Verwaltungsrat für die Zahlung des Rücknahmepreises von Anteilen der entsprechenden Anteilklasse vorgesehenen Währung zur Verfügung gestellt und von der Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder anderswo (entsprechend den Angaben in der Kaufmitteilung) nach endgültiger Bestimmung des Kaufpreises bei Übergabe des bzw. der Anteilzertifikate(s) entsprechend der Bezeichnung in der Kaufmitteilung und zugehöriger nicht fälliger Ertragsscheine hinterlegt. Nach Übermittlung der Kaufmitteilung und entsprechend dem vorerwähnten Verfahren steht dem früheren Eigentümer kein Anspruch mehr im Zusammenhang mit diesen Anteilen oder einzelnen Anteilen hieraus zu, und der frühere Eigentümer hat auch keinen Anspruch gegen die Gesellschaft oder das Gesellschaftsvermögen im Zusammenhang mit diesen Anteilen, mit Ausnahme des Rechts, den Kaufpreis zinslos nach tatsächlicher Übergabe des bzw. der Anteilzertifikate(s), wie vorerwähnt, von dieser Bank zu erhalten. Alle Erträge aus Rücknahmen, welche einem Anteilhaber nach den Bestimmungen dieses Absatzes zustehen, können nicht mehr eingefordert werden und verfallen zugunsten der jeweiligen Anteilklasse(n), sofern sie nicht innerhalb einer Frist von fünf Jahren nach dem in der Kaufmitteilung angegebenen Datum abgefordert wurden. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, zu gegebener Zeit sämtliche notwendigen Schritte zu unternehmen, um die Rückführung solcher Beträge umzusetzen und entsprechende Maßnahmen mit Wirkung für die Gesellschaft zu genehmigen.

(4) Die Ausübung der Befugnisse durch die Gesellschaft nach diesem Artikel kann in keiner Weise in Frage gestellt oder für ungültig erklärt werden, weil das Eigentum an Anteilen unzureichend nachgewiesen worden sei oder weil das tatsächliche Eigentum an Anteilen nicht den Annahmen der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Kaufmitteilung entsprochen habe, vorausgesetzt, dass die vorgenannten Befugnisse durch die Gesellschaft nach Treu und Glauben ausgeübt wurden.

"Ausgeschlossene Person" nach der hier verstandenen Definition erfasst nicht solche Personen, welche im Zusammenhang mit der Errichtung der Gesellschaft Anteile zeichnen für die Dauer ihres Anteilbesitzes und auch nicht Wertpapierhändler, welche im Zusammenhang mit dem Vertrieb Anteile an der Gesellschaft zeichnen.

**Art. 11. Berechnung des Anteilwertes.** Der Anteilwert pro Anteil jeder Anteilklasse wird in der Teilfondswährung (entsprechend der Bestimmung in dem Verkaufsprospekt) berechnet und in der Regel in der Währung der einzelnen Anteilklassen, ausgedrückt. Er wird an jedem Bewertungstag durch Division der Netto-Vermögenswerte der Gesellschaft, das heißt der anteilig einer solchen Anteilklasse zuzuordnenden Vermögenswerte abzüglich der anteilig dieser Anteilklasse zuzuordnenden Verbindlichkeiten an diesem Bewertungstag durch die Zahl der im Umlauf befindlichen Anteile der entsprechenden Anteilklasse, gemäß den nachfolgend beschriebenen Bewertungsregeln, berechnet. Der Anteilwert kann auf die nächste Einheit der jeweiligen Währung entsprechend der Bestimmung durch den Verwaltungsrat auf- oder abgerundet werden. Sofern seit Bestimmung des Anteilwertes wesentliche Veränderungen in der Kursbestimmung auf den Märkten, auf welchen ein wesentlicher Anteil der der jeweiligen Anteilklasse zuzuordnenden Vermögensanlagen gehandelt oder notiert wird, erfolgten, kann die Gesellschaft, im Interesse der Anteilhaber und der Gesellschaft, die erste Bewertung annullieren und eine weitere Bewertung vornehmen.

Die Bewertung des Anteilwertes der verschiedenen Anteilklassen wird wie folgt vorgenommen:

I. Die Vermögenswerte der Gesellschaft beinhalten

- (1) Alle Kassenbestände und Bankguthaben einschließlich hierauf angefallener Zinsen;
- (2) alle fälligen Wechselforderungen und verbrieften Forderungen sowie ausstehende Beträge (einschließlich des Entgelts für verkaufte, aber noch nicht gelieferte Wertpapiere);
- (3) alle verzinslichen Wertpapiere, Einlagenzertifikate, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Wandelanleihen, Optionen und andere Wertpapiere, Finanzinstrumente und ähnliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen oder für sie gehandelt werden (wobei die Gesellschaft im Einklang mit den nachstehend unter (a) beschriebenen Verfahren Anpassungen vornehmen kann, um Marktwertschwankungen der Wertpapiere durch den Handel Ex-Dividende, Ex-Recht oder durch ähnliche Praktiken gerecht zu werden);
- (4) Bar- und sonstige Dividenden und Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft eingefordert werden können, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft hiervon in ausreichender Weise in Kenntnis gesetzt wurde;



(5) angefallene Zinsen auf verzinsliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes einbezogen sind oder von dem Hauptbetrag widergespiegelt werden;

(6) nicht abgeschriebene Gründungskosten der Gesellschaft, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und Auslieferung von Anteilen an der Gesellschaft;

(7) die sonstigen Vermögenswerte jeder Art und Herkunft einschließlich vorausbezahlter Auslagen.

Die Netto-Fondsvermögen der Teilfonds werden nach folgenden Grundsätzen berechnet:

a. Die in einem Teilfonds enthaltenen Zielfondsanteile werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet.

b. Der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagenzertifikaten und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem jeweiligen vollen Betrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlages ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten.

c. Der Wert von Vermögenswerten, welche an einer Börse notiert oder gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Kurses an der Börse, welche normalerweise der Hauptmarkt dieses Wertpapiers ist, ermittelt. Wenn ein Wertpapier oder sonstiger Vermögenswert an mehreren Börsen notiert ist, ist der letzte Verkaufskurs an jener Börse bzw. an jenem geregelten Markt maßgebend, welcher der Hauptmarkt für diesen Vermögenswert ist.

d. Der Wert von Vermögenswerten, welche an einem anderen Geregelten Markt (entsprechend der Definition in Abschnitt „Anlagepolitik und Anlagegrenzen“, Punkt „Allgemeine Richtlinien für die Anlagepolitik“ des Verkaufsprospektes) gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Preises ermittelt.

e. Sofern ein Vermögenswert nicht an einer Börse oder auf einem anderen Geregelten Markt notiert oder gehandelt wird oder sofern für Vermögenswerte, welche an einer Börse oder auf einem anderen Markt wie vorerwähnt notiert oder gehandelt werden, die Kurse entsprechend den Regelungen in (c) oder (d) den tatsächlichen Marktwert der entsprechenden Vermögenswerte nicht angemessen widerspiegeln, wird der Wert solcher Vermögenswerte auf der Grundlage des vernünftigerweise vorhersehbaren Verkaufspreises nach einer vorsichtigen Einschätzung ermittelt.

f. Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, entspricht dem jeweiligen Nettoliquidationswert, wie er gemäß den Richtlinien des Verwaltungsrates auf einer konsistent für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandten Grundlage festgestellt wird. Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, welche an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, wird auf der Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge an den Börsen oder organisierten Märkten, auf welchen diese Futures, Forwards oder Optionen vom Fonds gehandelt werden, berechnet; sofern ein Future, ein Forward oder eine Option an einem Tag, für welchen der Nettovermögenswert bestimmt wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag vom Verwaltungsrat in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt. Swaps werden zu ihrem, unter Bezug auf die anwendbare Zinsentwicklung, bestimmten Marktwert bewertet.

g. Der Wert von Geldmarktinstrumenten, die nicht an einer Börse notiert oder auf einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden und eine Restlaufzeit von weniger als 12 Monaten und mehr als 90 Tagen aufweisen, entspricht dem jeweiligen Nennwert zuzüglich hierauf aufgelaufener Zinsen. Geldmarktinstrumente mit einer Restlaufzeit von höchstens 90 Tagen werden auf der Grundlage der Amortisierungskosten, wodurch dem ungefähren Marktwert entsprochen wird, ermittelt.

h. Sämtliche sonstigen Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, wie dieser nach Treu und Glauben und entsprechend dem der Gesellschaft auszustellenden Verfahren zu bestimmen ist.

Alle auf eine andere Währung als die betreffende Teilfondswährung lautenden Vermögenswerte werden zum letzten verfügbaren Devisenmittelkurs in die betreffende Teilfondswährung umgerechnet.

Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen andere Bewertungs-methoden zulassen, wenn er dieses im Interesse einer angemesseneren Bewertung eines Vermögenswertes der Gesellschaft für angebracht hält.

II. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten:

(1) alle Kredite, Wechselverbindlichkeiten und fälligen Forderungen;

(2) alle angefallenen Zinsen auf Kredite der Gesellschaft (einschließlich Bereitstellungskosten für Kredite);

(3) alle angefallenen oder zahlbaren Kosten (einschließlich, ohne hierauf beschränkt zu sein, Verwaltungskosten, Managementkosten, Gründungskosten, Depotbankgebühren und Kosten für Vertreter der Gesellschaft);

(4) alle bekannten, gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten (einschließlich fälliger vertraglicher Verbindlichkeiten auf Geldzahlungen oder Güterübertragungen, einschließlich weiterhin des Betrages nicht bezahlter, aber erklärter Ausschüttungen der Gesellschaft);

(5) angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen auf der Grundlage von Kapital und Einkünften am Bewertungstag oder -Zeitpunkt entsprechend der Bestimmung durch die Gesellschaft sowie sonstige eventuelle Rückstellungen, welche vom Verwaltungsrat genehmigt und gebilligt werden, sowie sonstige eventuelle Beträge, welche der Verwaltungsrat im Zusammenhang mit drohenden Verbindlichkeiten der Gesellschaft für angemessen hält;

(6) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft, gleich welcher Art und Herkunft, welche unter Berücksichtigung allgemein anerkannter Grundsätze der Buchführung dargestellt werden. Bei der Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche von der Gesellschaft zu zahlenden Kosten berücksichtigen, einschließlich Gründungskosten, Gebühren an Fondsmanager und Anlageberater, Gebühren für die Buchführung, Gebühren an die Depotbank und ihre Korrespondenzbanken sowie an die Domiziliar-, Register- und Transferstelle, Gebühr für die Verwaltungsgesellschaft, Gebühren an die zuständige Stelle für die Börsennotiz, Gebühren an Zahlstellen und Vertriebsstellen sowie sonstige ständige Vertreter im Zusammenhang mit der Registrierung der Gesellschaft, Gebühren für sämtliche sonstigen von der Gesellschaft beauftragten Vertreter, Vergütungen für die Verwaltungsratsmitglieder sowie deren angemessene Spesen, Versicherungsprämien, Reisekosten im Zusammenhang mit den Verwaltungsratssitzungen, Gebühren und Kosten für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, Gebühren im Zusammenhang mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung dieser Registrierung der Gesellschaft bei Regierungsstellen oder Börsen innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg, Berichtskosten, Veröffentlichungskosten, einschließlich der Kosten für die Vorbereitung, den Druck, die Ankündigung und die Verteilung von Verkaufsprospekten, wesentliche Anlegerinformationen (Key Investor Information Document, „KIID“), Werbeschriften, periodischen Berichten oder Aussagen im Zusammenhang mit der Registrierung, die Kosten sämtlicher Berichte an die Anteilhaber, Steuern, Gebühren, öffentliche oder ähnliche Lasten, sämtliche sonstigen Kosten im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit, einschließlich der Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bank- und Brokergebühren, Kosten für Post, Telefon und Telex. Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und andere Ausgaben regelmäßiger oder wiederkehrender Natur auf Schätzbasis periodengerecht jährlich oder für andere Zeitabschnitte berechnen.

III. Die Vermögenswerte sollen wie folgt zugeordnet werden:

Für jede Anteilklasse wird der Verwaltungsrat wie nachstehend beschrieben einen Teilfonds errichten und für jeden Teilfonds können dementsprechend mehrere Anteilklassen eingerichtet werden.

a) Sofern mehrere Anteilklassen an einem Teilfonds ausgegeben sind, werden die diesen Anteilklassen zuzuordnenden Vermögenswerte gemeinsam entsprechend der spezifischen Anlagepolitik des betreffenden Teilfonds angelegt, wobei der Verwaltungsrat innerhalb eines Teilfonds Anteilklassen definieren kann, um (i) einer bestimmten Ausschüttungspolitik, die nach Berechtigung oder Nichtberechtigung zur Ausschüttung unterscheidet und/oder (ii) einer bestimmten Gestaltung von Verkaufs- und Rücknahmeprovision und/oder (iii) einer bestimmten Gebührenstruktur im Hinblick auf die Verwaltung oder Anlageberatung und über die Ausschüttung, Dienstleistungen für Anteilhaber oder sonstiger Gebühren und/oder (v) unterschiedlichen Währungen oder Währungseinheiten, auf welche die jeweilige Anteilklasse lauten soll und welche unter Bezugnahme auf den Wechselkurs im Verhältnis zur Fondswährung des jeweiligen Teilfonds gerechnet werden, und/oder (vi) der Verwendung unterschiedlicher Sicherungstechniken, um Vermögenswerte und Erträge, welche auf die Währung der jeweiligen Anteilklasse lauten, gegen langfristige Schwankungen gegenüber der Fondswährung des jeweiligen Teilfonds abzusichern und/oder (vii) sonstigen Charakteristika, wie sie von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen festgelegt werden, zu entsprechen;

b) Die Erträge aus der Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse werden in den Büchern der Gesellschaft der Anteilklasse beziehungsweise den Anteilklassen zugeordnet, welche an dem jeweiligen Teilfonds ausgegeben sind und der betreffende Betrag soll den Anteil der Netto-Vermögenswerte des betreffenden Teilfonds, welche der auszugebenden Anteilklasse zuzuordnen sind, erhöhen;

c) Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Erträge und Aufwendungen, welche einem Teilfonds zuzuordnen sind, werden der (den) an diesem Teilfonds ausgegebenen Anteilklasse(n), vorbehaltlich vorstehend a) zugeordnet;

d) Sofern ein Vermögenswert von einem anderen Vermögenswert abgeleitet ist, wird dieser abgeleitete Vermögenswert in den Büchern der Gesellschaft derselben Anteilklasse beziehungsweise denselben Anteilklassen zugeordnet, wie der Vermögenswert, von welchem die Ableitung erfolgte und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird der Wertzuwachs beziehungsweise die Wertverminderung der oder den entsprechenden Anteilklasse(n) in Anrechnung gebracht;

e) Sofern ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einer bestimmten Anteilklasse zugeordnet werden kann, so wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit allen Anteilklassen pro rata im Verhältnis zu ihrem jeweiligen Anteilwert oder in einer anderen Art und Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeordnet, wobei (i) dann, wenn Vermögenswerte für Rechnung mehrerer Teilfonds in einem Konto gehalten oder als separates Pool von Vermögenswerten durch einen hierzu beauftragten Vertreter des Verwaltungsrates gemeinschaftlich verwaltet werden, die entsprechende Berechtigung jeder Anteilklasse anteilig ihrer Einlage in dem betreffenden Konto oder Pool entsprechen wird und (ii) diese Berechtigung sich, wie im Einzelnen in dem Verkaufsprospekt zu den Anteilen an der Gesellschaft beschrieben, entsprechend den für Rechnung der Anteile erfolgenden Einlagen und Rücknahmen verändern wird sowie schließlich (iii) jeder Teilfonds lediglich für solche Verbindlichkeiten haftet, welche diesem Teilfonds zuzuordnen sind, sofern mit einzelnen Gläubigern keine anderweitige Vereinbarung getroffen wurde;

(f) nach Zahlung von Ausschüttungen an die Anteilhaber einer Anteilklasse wird der Nettovermögenswert dieser Anteilklasse um den Betrag der Ausschüttungen vermindert.

Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und ausulegen.

Vorbehaltlich Böswilligkeit, grober Fahrlässigkeit oder offenkundigen Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Anteilwertes, welcher vom Verwaltungsrat oder von einer Bank, Gesellschaft oder sonstigen Stelle, die der Verwaltungsrat mit der Berechnung des Anteilwertes beauftragt getroffen wird, endgültig und für die Gesellschaft, gegenwärtige, ehemalige und zukünftige Anteilinhaber bindend.

IV. Im Zusammenhang mit den Regeln dieses Artikels gelten die folgenden Bestimmungen:

(1) Zur Rücknahme ausstehende Anteile der Gesellschaft gemäß Artikel 8 dieser Satzung werden als bestehende Anteile behandelt und bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, welcher von dem Verwaltungsrat an dem entsprechenden Bewertungstag, an welchem die jeweilige Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, berücksichtigt. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Gesellschaft besteht eine entsprechende Verbindlichkeit der Gesellschaft;

(2) auszugebende Anteile werden ab dem Zeitpunkt, welcher vom Verwaltungsrat an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem die Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, als ausgegebene Anteile behandelt. Von diesem Zeitpunkt an bis zum Erhalt des Ausgabepreises durch die Gesellschaft besteht eine Forderung zugunsten der Gesellschaft;

(3) alle Vermögensanlagen, Kassenbestände und sonstigen Vermögenswerte, welche in anderen Währungen als der Währung der jeweiligen Teilfonds ausgedrückt sind, werden zu den am Tag und zu dem Zeitpunkt der Anteilwertberechnung geltenden Devisenkursen bewertet;

(4) sofern an einem Bewertungstag die Gesellschaft sich verpflichtet hat

- einen Vermögenswert zu erwerben, so wird der zu bezahlende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und der zu erwerbende Vermögenswert wird in der Bilanz der Gesellschaft als Vermögenswert der Gesellschaft verzeichnet;

- einen Vermögenswert zu veräußern, so wird der zu erhaltende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Forderung der Gesellschaft ausgewiesen und der zu veräußernde Vermögenswert wird nicht in den Vermögenswerten der Gesellschaft aufgeführt;

wobei dann, wenn der genaue Wert oder die Art des Gegenwertes oder Vermögenswertes an dem entsprechenden Bewertungstag beziehungsweise zu dem entsprechenden Bewertungszeitpunkt nicht bekannt ist, dieser Wert von der Gesellschaft geschätzt wird.

**Art. 14. Verwaltungsratssitzung.** Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden bestimmen. Er kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen erstellt und verwahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen.

Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Generalversammlungen. In seiner Abwesenheit können die Anteilinhaber oder die Mitglieder des Verwaltungsrates ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates oder im Falle der Generalversammlung, eine andere Person mit der Leitung beauftragen.

Der Verwaltungsrat kann eine Verwaltungsgesellschaft für die Ausführung der Geschäftsführung und Leitung der Gesellschaft ernennen. Diese Ernennung kann jederzeit vom Verwaltungsrat rückgängig gemacht werden. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch die Satzung hat die Verwaltungsgesellschaft die Rechte und Pflichten, welche ihr vom Verwaltungsrat übertragen wurden. Zu den Aufgaben der Verwaltungsgesellschaft gehören die Anlageverwaltung, administrative Tätigkeiten sowie der Vertrieb. Die Verwaltungsgesellschaft kann diese Aufgaben ganz oder teilweise weiter delegieren.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden zu jeder Verwaltungsratssitzung wenigstens vierundzwanzig Stunden vor dem entsprechenden Datum schriftlich eingeladen, außer in Notfällen, in welchen Fällen die Art des Notfalls in der Einladung vermerkt wird. Auf diese Einladung kann übereinstimmend schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder andere, ähnliche Kommunikationsmittel verzichtet werden. Eine eigene Einladung ist nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung einander hören können, teilnehmen und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch Einzelunterschriften verpflichten, außer im Falle einer ausdrücklichen entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder ein anderes vom Verwaltungsrat festgelegtes Quorum anwesend oder vertreten sind.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung unterzeichnet. Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweis Zwecken in gerichtlichen oder sonstigen

Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

Beschlüsse werden mit Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung das entscheidende Stimmrecht zu.

Schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren, welche von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates gebilligt und unterzeichnet sind, stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich; jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann solche Beschlüsse schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel billigen. Diese Billigung wird schriftlich zu bestätigen sein und die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

**Art. 18. Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen.** Der Verwaltungsrat kann, unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikostreuung, (i) die Anlagepolitik für jeden Teilfonds, (ii) die Sicherungsstrategien für bestimmte Anteilklassen innerhalb eines Teilfonds und (iii) die Grundsätze, welche im Rahmen der Verwaltung und der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft Anwendung finden sollen, jeweils innerhalb der vom Verwaltungsrat festgelegten Anlagebeschränkungen und im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen und aufsichtsrechtlichen Bestimmungen festlegen.

Innerhalb dieser Anlagebeschränkungen kann der Verwaltungsrat die Anlage in folgenden Vermögenswerten beschließen:

(i) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 21. April 2004 über Märkte für Finanzinstrumente, welche an einer Börse amtlich notiert oder auf einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist ("Geregelter Markt") innerhalb eines Mitgliedstaates der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung ("OECD") amtlich notiert oder gehandelt werden;

(ii) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, welche an einer Börse oder auf einem sonstigen Geregelten Markt innerhalb West- oder Osteuropas, Asiens, Ozeaniens, Nord- oder Südamerikas oder Afrikas amtlich notiert oder gehandelt werden;

(iii) Neuemissionen, vorausgesetzt, dass die Emissionsbedingungen vorsehen, dass die Zulassung zur amtlichen Notiz an einer Börse oder auf einem Geregelten Markt beantragt und innerhalb eines Jahres nach Emission erreicht wird;

(iv) unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikostreuung können bis zu 100% des Nettovermögens eines Teilfonds in Wertpapieren angelegt werden, welche von einem Mitgliedstaat, dessen Gebietskörperschaften, von einem anderen Mitgliedstaat der OECD, der G20 Staaten oder von einer internationalen öffentlich-rechtlichen Institution, welcher einem oder mehreren Mitgliedstaaten angehören, sowie Singapur, begeben oder garantiert werden, vorausgesetzt, dass in diesem Fall die Gesellschaft für den Teilfonds, welcher für die entsprechende Anteilklasse bzw. die entsprechenden Anteilklassen aufgelegt wurde, Wertpapiere aus wenigstens sechs verschiedenen Emissionen halten muss und dass ferner die Wertpapiere aus einer Emission nicht mehr als 30% des Nettovermögens dieses Teilfonds repräsentieren dürfen;

(v) Aktien oder Anteile eines anderen Organismus für gemeinsame Anlagen ("OGA") und/oder sonstigen Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren („OGAW“) und dass dann, wenn er mit der Gesellschaft durch gemeinsame Verwaltung oder Kontrolle oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, die Anlage in den Aktien oder Anteilen eines solchen OGA nur dann zulässig ist, wenn keine Gebühren oder Kosten im Zusammenhang mit diesem Erwerb anfallen;

(vi) andere Wertpapiere, Finanzinstrumente oder sonstige Vermögenswerte innerhalb der vom Verwaltungsrat unter Berücksichtigung der anwendbaren Gesetze und Verordnungen festgesetzten Anlagebeschränkungen.

Der Verwaltungsrat kann, im wohlverstandenen Interesse der Gesellschaft und in der Weise, wie in dem Verkaufsprospekt der Anteile der Gesellschaft beschrieben, beschließen, dass (i) alle oder ein Teil der Vermögenswerte der Gesellschaft oder eines Teilfonds auf gesonderter Grundlage gemeinsam mit anderen Vermögenswerten anderer Anleger, einschließlich anderer Organismen für gemeinsame Anlagen und/oder ihrer Teilfonds verwaltet werden oder (ii) dass alle oder ein Teil der Vermögenswerte zweier oder mehrerer Teilfonds auf gesonderter Grundlage oder im Pool gemeinsam verwaltet werden.

Die Gesellschaft ist ermächtigt (i) Techniken und Instrumente (Derivate), welche Wertpapiere zum Gegenstand haben, zu verwenden, wobei solche Techniken und Instrumente im Zusammenhang mit der effizienten Verwaltung des Vermögens sowie zur Ertragssteigerung angewandt werden müssen und (ii) Techniken und Instrumente zur Absicherung gegen Devisenkursrisiken im Zusammenhang mit der Verwaltung ihrer Vermögenswerte und Verbindlichkeiten zu verwenden.

(vii) Aufgrund der Ausnahmenvorschrift des Artikel 77 von Artikel 2 Absatz 2 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010, ist die Gesellschaft darüber hinaus berechtigt, Master-Feeder-Strukturen anzuwenden, soweit dies in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 steht und unter der Bedingung, dass eine solche Kombination entsprechend der Anlagepolitik für einen Teilfonds, wie im Verkaufsprospekt der Gesellschaft veröffentlicht wurde, gestattet ist.

(viii) Ein Teilfonds der Gesellschaft kann, vorbehaltlich der Bedingungen, des Verkaufsprospektes der Gesellschaft und der Anforderungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 Wertpapiere zeichnen, erwerben und / oder halten, die von einem oder mehreren Teilfonds der Gesellschaft ausgegeben werden. Dies gilt jedoch nur unter der Bedingung, dass:

- der Zielteilfonds investiert selbst nicht in den Teilfonds, der in diesen Zielteilfonds angelegt wird;

- die Zielteilfonds, deren Anteile erworben werden sollen, dürfen nach ihren Vertragsbedingungen oder Gründungsunterlagen insgesamt höchstens 10 % ihres Sondervermögens in Anteilen anderer Zielteilfonds desselben OGA anlegen;
  - das eventuell mit den betroffenen Titeln verbundene Stimmrecht wird so lange ausgesetzt, wie sie von dem fraglichen Teilfonds gehalten werden, unbeschadet einer angemessenen Behandlung in der Buchführung und den periodischen Berichten;
  - solange diese Titel von dem OGA gehalten werden, wird ihr Wert in jedem Fall nicht für die Berechnung des Nettovermögens des OGA zur Prüfung der gesetzlich vorgeschriebenen Mindestgrenze des Nettovermögens berücksichtigt;
- es liegt keine Verdoppelung der Verwaltungs-, Zeichnungs- oder Rücknahmegebühren auf Ebene des Teilfonds des OGA, der in den Zielteilfonds investiert hat, und diesen Zielteilfonds vor.

Die Gesellschaft ist ermächtigt (i) Techniken und Instrumente (Derivate), welche Wertpapiere zum Gegenstand haben, zu verwenden, wobei solche Techniken und Instrumente im Zusammenhang mit der effizienten Verwaltung des Vermögens sowie zur Ertragssteigerung angewandt werden müssen und (ii) Techniken und Instrumente zur Absicherung gegen Devisenkursrisiken im Zusammenhang mit der Verwaltung ihrer Vermögenswerte und Verbindlichkeiten zu verwenden.

**Art. 22. Generalversammlung.** Die Generalversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Anteilhaber der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Anteilhaber unabhängig von den Anteilklassen, welche von ihnen gehalten werden. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen.

Sie kann auch auf Antrag von Anteilhabern, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die jährliche Generalversammlung wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts im Großherzogtum Luxemburg an einem in der Einladung angegebenen Ort abgehalten.

Sie wird grundsätzlich am letzten Freitag im Juni um 10.30 Uhr abgehalten. Sollte dieser Tag jedoch auf einen Monatsultimo fallen, wird die Generalversammlung am ersten Freitag im Juli abgehalten werden.

Wenn einer dieser Tage ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag im Großherzogtum Luxemburg ist, wird die jährliche Generalversammlung am nächstfolgenden Werktag abgehalten.

Andere Generalversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Die Anteilhaber treten auf Einladung des Verwaltungsrates, welche die Tagesordnung enthält und wenigstens acht Tage vor der Generalversammlung an jeden Inhaber von Namensanteilen an dessen in dem Anteilregister eingetragene Adresse versandt werden muss, zusammen. Die Mitteilung an die Inhaber von Namensanteilen muss auf der Versammlung nicht nachgewiesen werden. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Anteilhaber zusammentritt, in welchem Falle der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann.

Sofern Inhaberanteile ausgegeben wurden, wird die Einladung zu der Versammlung zusätzlich entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Memorial "Recueil des Sociétés et Associations", in einer oder mehreren Luxemburger Zeitungen und in anderen Zeitungen entsprechend der Bestimmung des Verwaltungsrates veröffentlicht. Wenn sämtliche Anteile als Namensanteile ausgegeben werden und wenn keine Veröffentlichungen erfolgen, kann die Einladung an die Anteilhaber ausschließlich per Einschreiben erfolgen.

Sofern sämtliche Anteilhaber anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Der Verwaltungsrat kann sämtliche sonstigen Bedingungen festlegen, welche von den Anteilhabern zur Teilnahme an einer Generalversammlung erfüllt werden müssen.

Auf der Generalversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten) sowie Vorgänge, welche zu solchen Vorgängen gehören.

Jeder Anteil berechtigt, unabhängig von der Anteilklasse zu einer Stimme im Einklang mit den Vorschriften des Luxemburger Rechts und dieser Satzung. Ein Anteilhaber kann sich bei jeder Generalversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Anteilhaber sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung werden die Beschlüsse auf der Generalversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteilhaber gefasst.

**Art. 24. Auflösung oder Verschmelzung von Teilfonds oder Anteilklassen.** Der Verwaltungsrat kann beschließen, das Vermögen eines Teilfonds aufzulösen und den Anteilhabern den Anteilwert ihrer Anteile an dem Bewertungstag, an welchem die Entscheidung wirksam wird, auszuzahlen. Ferner kann der Verwaltungsrat die Annullierung der an einem solchen Teilfonds ausgegebenen Anteile und die Zuteilung von Anteilen an einem anderen Teilfonds, vorbehaltlich der Billigung durch die Gesellschafterversammlung der Anteilhaber dieses anderen Teilfonds erklären, vorausgesetzt, dass

während der Zeit von einem Monat nach Veröffentlichung gemäß nachfolgender Bestimmung die Anteilinhaber der entsprechenden Teilfonds das Recht haben werden, die Rücknahme oder den Umtausch aller oder eines Teils ihrer Anteile zu dem anwendbaren Anteilwert ohne Kostenbelastung zu verlangen. Der Verwaltungsrat kann entscheiden, die Vermögenswerte eines Teilfonds auf einen anderen innerhalb der Gesellschaft bestehenden Teilfonds zu übertragen oder in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen, welcher gemäß Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 oder einen anderen Teilfonds innerhalb eines solchen anderen Organismus für gemeinschaftliche Anlagen („Neuer Teilfonds“) einbringen und die Anteile neu bestimmen. Eine solche Entscheidung wird gemäß den gesetzlichen Bestimmungen von der Gesellschaft im Memorial und in mindestens drei überregionalen Tageszeitungen, von denen eine eine Luxemburger Zeitung ist, veröffentlicht, um den Anteilhabern während der Dauer von 30 Tagen zu ermöglichen, den kostenfreien Umtausch ihrer Anteile oder eine kostenfreie Rücknahme ihrer Anteile zu beantragen.

Im Falle einer Fusion mit einem offenen Fonds in der Art eines Sondervermögens (fonds commun de placement) ist der Beschluss nur für diejenigen Anteilinhaber bindend, die der Fusion ihre Zustimmung erteilt haben.

Die Durchführung der Fusion vollzieht sich wie eine Auflösung des Teilfonds und eine gleichzeitige Übernahme sämtlicher Vermögensgegenstände durch den aufnehmenden Teilfonds. Abweichend von der Auflösung erhalten die Anleger des Teilfonds Anteile des aufnehmenden Fonds bzw. Teilfonds, deren Anzahl sich auf der Grundlage des Anteilwertverhältnisses der betroffenen Fonds zum Zeitpunkt der Einbringung errechnet und gegebenenfalls einen Spitzenausgleich. Die Durchführung der Fusion wird vom Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft kontrolliert.

In Einklang mit den Definitionen und Bedingungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 kann jeder Teilfonds entweder als übernehmender oder als übertragender Teilfonds Gegenstand einer Fusion mit anderen Teilfonds der Gesellschaft oder einem anderen OGAW sein, entweder auf nationaler oder grenzübergreifender Ebene. Die Gesellschaft selbst kann ebenfalls, auf nationaler oder grenzüberschreitender Ebene, entweder als übernehmender oder als übertragender OGAW Gegenstand einer Fusion sein.

In allen Fällen entscheidet der Verwaltungsrat der Gesellschaft über das Datum des Wirksamwerdens der Fusion. Soweit eine Fusion der Zustimmung der Anteilinhaber gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 verlangt, entscheidet die Generalversammlung der Anteilinhaber mit einfacher Mehrheit; Quorumserfordernisse bestehen nicht. Lediglich die Zustimmung der Anteilinhaber der Teilfonds, die von der Fusion betroffenen sind, ist erforderlich.

**Art. 28. Auflösung der Gesellschaft.** Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung und vorbehaltlich des Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 30 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Generalversammlung vorgelegt. Die Generalversammlung, welche ohne Quorum entscheiden kann, wird mit der einfachen Mehrheit der auf der Generalversammlung vertretenen Anteile entscheiden.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird des Weiteren der Generalversammlung vorgelegt, sofern das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt; in diesem Falle wird die Generalversammlung ohne Quorumserfordernis abgehalten und die Auflösung kann durch die Anteilinhaber entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen stimmberechtigten Anteile halten.

Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Netto-Gesellschaftsvermögen unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Minimums gefallen ist, abgehalten werden kann.

**Art. 30. Änderungen der Satzung.** Die Satzung kann durch eine Generalversammlung, welche den Quorum- und Mehrheitserfordernissen gemäß des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen unterliegt, geändert werden.

**Art. 4. Gesellschaftszweck.** Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage des Gesellschaftsvermögens in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Anteilhabern die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann jegliche Maßnahme ergreifen und Transaktion ausführen, welche sie für die Erfüllung und Ausübung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen („Gesetz vom 17. Dezember 2010“).

**Art. 8. Rücknahme von Anteilen.** Jeder Anteilinhaber kann die Rücknahme aller oder eines Teiles seiner Anteile durch die Gesellschaft nach den Bestimmungen und dem Verfahren, welche vom Verwaltungsrat in dem Verkaufsprospekt für die Anteile festgelegt werden, und innerhalb der vom Gesetz vom 17. Dezember 2010 und dieser Satzung vorgesehenen Grenzen verlangen.

Der Rücknahmepreis pro Anteil wird innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist ausgezahlt, welche fünf Werktagen ab dem entsprechenden Bewertungstag nicht überschreitet, im Einklang mit den Zielbestimmungen des Verwaltungsrates und vorausgesetzt, dass gegebenenfalls ausgegebene Anteilzertifikate und sonstige Unterlagen zur Übertragung von Anteilen bei der Gesellschaft eingegangen sind, vorbehaltlich der Bestimmungen gemäß Artikel 12 dieser Satzung.

Der Rücknahmepreis entspricht dem Anteilwert der entsprechenden Anteilklasse gemäß Artikel 11 dieser Satzung, abzüglich Kosten und gegebenenfalls Provisionen entsprechend den Bestimmungen in dem Verkaufsprospekt für die Anteile. Der Rücknahmepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, gemäß der Bestimmung des Verwaltungsrates.

Sofern die Zahl oder der gesamte Netto-Vermögenswert von Anteilen, welche durch einen Anteilinhaber in einer Anteilklasse gehalten werden, nach dem Antrag auf Rücknahme unter eine Zahl oder einen Wert fallen würden, welche vom Verwaltungsrat festgelegt wurden, kann die Gesellschaft bestimmen, dass dieser Antrag als Antrag auf Rücknahme des gesamten Anteilbesitzes des Anteilinhabers in dieser Anteilklasse behandelt wird.

Wenn des Weiteren an einem Bewertungstag oder zu einem Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstages, die gemäß diesem Artikel gestellten Rücknahmeanträge und die gemäß Artikel 9 dieser Satzung gestellten Umtauschanträge einen bestimmten Umfang übersteigen, wie dieser vom Verwaltungsrat im Verhältnis zu den innerhalb einer bestimmten Anteilklasse ausgegebenen Anteilen festgelegt wird, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass ein Teil oder die Gesamtheit der Rücknahme- oder Umtauschanträge für einen Zeitraum und in einer Weise ausgesetzt wird, wie dies vom Verwaltungsrat im wohlverstandenen Interesse der Gesellschaft für erforderlich gehalten wird. Am nächstfolgenden Bewertungstag, beziehungsweise zum nächstfolgenden Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstages werden diese Rücknahme- und Umtauschanträge vorrangig gegenüber anderen Anträgen abgewickelt.

Sofern der Verwaltungsrat dies entsprechend beschließt, soll die Gesellschaft berechtigt sein, den Rücknahmepreis an jeden Anteilinhaber, der dem zustimmt, unbar auszuzahlen, indem dem Anteilinhaber aus dem Portfeuille der Vermögenswerte, welche der/den entsprechenden Anteilklasse(n) zuzuordnen sind, Vermögensanlagen zu dem jeweiligen Wert (entsprechend der Bestimmungen gemäß Artikel 11) an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem der Rücknahmepreis berechnet wird, entsprechend dem Wert der zurückzunehmenden Anteile zugeteilt werden.

Natur und Art der zu übertragenden Vermögenswerte werden in einem solchen Fall auf einer angemessenen und sachlichen Grundlage und ohne Beeinträchtigung der Interessen der anderen Anteilinhaber der entsprechenden Anteilklasse(n) bestimmt, und die angewandte Bewertung wird durch einen gesonderten Bericht des Wirtschaftsprüfers der Gesellschaft bestätigt. Die Kosten einer solchen Übertragung trägt der Zessionar.

Alle zurückgenommenen Anteile werden entwertet.

**Art. 17. Übertragung von Befugnissen.** Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft (einschließlich der Berechtigung, als Zeichnungsberechtigter für die Gesellschaft zu handeln) und seine Befugnisse zur Ausführung von Handlungen im Rahmen der Geschäftspolitik und des Gesellschaftszweckes an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, wobei diese Personen nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen und die Befugnisse haben, welche vom Verwaltungsrat bestimmt werden und diese Befugnisse, vorbehaltlich der Genehmigung des Verwaltungsrates, weiter delegieren können.

Die Gesellschaft kann eine Verwaltungsgesellschaft in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 benennen. Die Verwaltungsgesellschaft kann, wie im Einzelnen in dem Verkaufsprospekt zu den Anteilen an der Gesellschaft beschrieben, einen Fondsmanagementvertrag mit einer anderen Gesellschaft ("Fondsmanager") abschließen, welche im Hinblick auf die Anlagepolitik der Gesellschaft gemäß Artikel 18 dieser Satzung der Verwaltungsgesellschaft für die Gesellschaft Empfehlungen geben und diese beraten soll und welche, im Rahmen der täglichen Anlagepolitik und unter der Verantwortung und Kontrolle der Verwaltungsgesellschaft, gemäß den Bestimmungen einer schriftlich zu treffenden Vereinbarung, Entscheidungen zum Erwerb und zur Veräußerung von Wertpapieren und anderen Vermögenswerten der Gesellschaft treffen kann.

Die Verwaltungsgesellschaft kann auch Einzelvollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Urkunde übertragen.

**Art. 21. Wirtschaftsprüfer.** Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprise agréé) geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne des Gesetzes vom 17. Dezember 2010.

**Art. 27. Depotbank.** In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor („FinanzsektorG“) („Depotbank“) abschließen.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies im Gesetz vom 17. Dezember 2010 vorgesehen ist.

Sofern die Depotbank sich aus ihrer Stellung zurückziehen möchte, wird der Verwaltungsrat sich nach Kräften bemühen, eine Nachfolgedepotbank innerhalb von zwei Monaten nach Wirksamwerden der Beendigung der Depotbankbestellung zu finden. Der Verwaltungsrat kann die Ernennung der Depotbank zurücknehmen, er kann jedoch die Depotbank nicht entlassen, solange keine Nachfolgedepotbank bestellt wurde.

**Art. 32. Anwendbares Recht.** Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und das Gesetz vom 17. Dezember 2010 einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze geregelt.

Hiermit ist die Tagesordnung erschöpft und der Vorsitzende erklärt die Versammlung für geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Findel-Golf, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: L. EWEN, M. BOESEN, C. WOLFF, M. LECUIT.

Enregistré à Mersch, le 03 juillet 2012. Relation: MER/2012/1628. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €

Le Receveur (signé): A. MULLER.

FÜR GLEICHLAUTENDE ABSCHRIFT

Mersch, den 9. Juli 2012.

Référence de publication: 2012082535/690.

(120116318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

**Asta Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 24.000,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 156.866.

Suite à la cession des parts sociales de la Société survenue en date du 27 juin 2012, entre CapVest Equity Partners II, LP. et CapVest Special Partners II LP., ayant pour adresse le 22 Canon's Court, Victoria Street, HM 12 Hamilton, Bermudes, et étant enregistré au Registre des Sociétés des Bermudes sous le numéro 38578, les parts sociales de la Société sont réparties comme suit:

- CapVest Equity Partners II, L.P., qui détient:

- \* 237,822 parts sociales de classe A
- \* 237,822 parts sociales de classe B
- \* 237,822 parts sociales de classe C
- \* 237,822 parts sociales de classe D
- \* 237,822 parts sociales de classe E
- \* 237,822 parts sociales de classe F
- \* 237,822 parts sociales de classe G
- \* 237,822 parts sociales de classe H
- \* 237,822 parts sociales de classe I
- \* 237,822 parts sociales de classe J

Et

- CapVest Special Partners II L.P., qui détient:

- \* 2,178 parts sociales de classe A
- \* 2,178 parts sociales de classe B
- \* 2,178 parts sociales de classe C
- \* 2,178 parts sociales de classe D
- \* 2,178 parts sociales de classe E
- \* 2,178 parts sociales de classe F
- \* 2,178 parts sociales de classe G
- \* 2,178 parts sociales de classe H
- \* 2,178 parts sociales de classe I
- \* 2,178 parts sociales de classe J

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Asta Luxembourg S.à r.l.

Robert van 't Hoef

Gérant B

Référence de publication: 2012081760/39.

(120116420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.



**Amundi International Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 55.838.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle tenue le 21 juin 2012*

L'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires renouvelle, pour une période de un an prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en Juin 2013, les mandats d'Administrateurs de Messieurs Laurent BERTIAU (Président), Philippe BAUDRY, Philippe CHOSSONNERY, Jean-Marie EVEILLARD et Guillaume WEHRY.

L'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires renouvelle, pour une période de un an prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en Juin 2013, en qualité de Réviseur d'Entreprises Agrée, Deloitte S.A., résidant professionnellement au 560, Rue de Neudorf, L2220, Luxembourg, Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012081819/15.

(120116595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

**Aieref Holding 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1249 Luxembourg, 2, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 169.661.

In the year two thousand twelve, on the twenty eight of June

Before Maître Joseph ELVINGER, Civil Law Notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of "AIEREF Holding 1 S.à r.l.", a Société à responsabilité limitée, having its registered office at 2, rue du Fort Bourbon, L-12449 Luxembourg, incorporated pursuant to deed enacted by the undersigned notary on 20 June 2012, registered with the Luxembourg trade and companies register under Section B number 169661 and not yet published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

The meeting is composed of the sole member, "Aviva Investors European Renewable Energy Fund SICAV-SIF", a company incorporated and validly existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at L-1249 Luxembourg, 2 rue du Fort Bourbon, registered with the Luxembourg trade and companies register under section B number 161.875, here represented by Sara Lecomte by virtue of a proxy given under private seal.

Which proxy, after signature ne varietur by the proxyholder and the notary shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. The sole member exercises the powers devolved to the meeting of members by the dispositions of section XII of the law of 10 August 1915 on Sociétés à responsabilité limitée.

*First resolution*

The sole member decides to increase the share capital of the Company by an aggregate amount of two hundred twenty-eight thousand one hundred and ten Euro (EUR 228,110.) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) to two hundred forty thousand six hundred and ten Euro (EUR 240,610.-) by the issue of two hundred twenty-eight thousand one hundred and ten (228,110) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

*Intervention - Subscription - Payment*

Thereupon, the sole member represented by Sara Lecomte, prenamed, by virtue of the aforementioned proxy;

declared to subscribe to the two hundred twenty-eight thousand one hundred and ten (228,110) new shares having the same rights and privileges as the existing shares and entitling to dividends as from the day of the decision of shareholders resolving on the proposed capital increase and to have them fully paid up by payment in cash, so that from now on the company has at its free and entire disposal the amount of two hundred twenty-eight thousand one hundred and ten Euro (EUR 228,110.-) as was evidenced to the undersigned notary.

*Second resolution*

As a consequence of the foregoing resolutions, the sole member decides to amend the 1st paragraph of article 5 of the Articles of Incorporation so that as from now on they will read as follows:

" **Art. 5. Capital.** The capital of the Company is set at two hundred forty thousand six hundred and ten Euro (EUR 240,610.-) represented by two hundred forty thousand six hundred and ten (240,610) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

[...] "

### Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately one thousand five hundred Euro (EUR 1,500.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document. The document having been read to the appearing person, the mandatory signed with us, the notary, the present original deed. The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

### Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille douze, le vingt huit juin.

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée «AIEREF Holding 1 S.à r.l.» ayant son siège social à 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous Section B numéro 169661, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 20 juin 2012, non encore publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

L'assemblée est composée de l'associé unique, «Aviva Investors European Renewable Energy Fund SICAV-SIF», société constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg ayant son siège social à L-1249 Luxembourg, 2, rue du Fort Bourbon, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg section B sous le numéro 161.875, ici représentée par Sara Lecomte, en vertu d'une procuration sous seing privé lui-délivrée.

Laquelle procuration, signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés à responsabilité limitée.

#### Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de deux cent vingt-huit mille cent dix Euro (EUR 228.110,-) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500,-) à deux cent quarante-mille six cent dix Euro (EUR 240.610,-) par l'émission de deux cent vingt-huit mille cent dix (228.110) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

#### Intervention - Souscription - Libération

Ensuite l'associé unique, représenté par Sara Lecomte, prénommé, en vertu d'une procuration dont mention ci-avant a déclaré souscrire aux deux cent vingt-huit mille cent dix (228.110) parts sociales nouvelles ayant les mêmes droits et privilèges que les actions existantes et donnant droit à dividendes à compter du jour de ces résolutions décidant de procéder à l'augmentation de capital et les libérer intégralement en numéraire, de sorte que la société a dès maintenant à sa libre et entière disposition la somme de deux cent vingt-huit mille cent dix Euro (EUR 228.110,-) ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant par la production d'un certificat bancaire.

#### Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'associé unique décide d'en modifier le 1<sup>er</sup> paragraphe de l'article 5 pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital.** Le capital social est fixé à deux cent quarante-mille six cent dix Euro (EUR 240.610,-) représenté par deux cent quarante-mille six cent dix (240.610) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

[...]

#### Frais et Dépens

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille cinq cents Euro (EUR 1.500,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes. Et après lecture faite au comparant, le mandataire a signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande du comparant le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: S. LECOMTE, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 2 juillet 2012. Relation: LAC/2012/30527. Reçu soixante quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2012081776/97.

(120116580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

**Aieref Holding 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1249 Luxembourg, 2, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 169.661.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 64529 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012081777/10.

(120116614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

**AIT Holdco 15 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 67.540,00.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 162.256.

1) La société Pamplona Capital Partners III LP, associée de la Société, a transféré son siège social, en date du 20 juin 2012, de 42 North Church Street, KY-KY1-1108 Grand Cayman, Iles Caïmanes au 94, Solaris Avenue, KY1-1108 Grand Cayman, Iles Caïmanes.

2) Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales, signé en date du 4 juillet 2012, que la société Pamplona Capital Partners III LP, ayant son siège social à 94, Solaris Avenue, KY1-1108 Grand Cayman, Iles Caïmanes a cédé six cent soixante-quinze mille quatre cent (675.400) parts sociales de classe J de la Société qu'elle détenait à la Société, de sorte que, suite à ce transfert:

- Pamplona Capital Partners III LP, précitée, détient désormais six cent soixante-quinze mille quatre cent (675.400) parts sociales de classe A, six cent soixante-quinze mille quatre cent (675.400) parts sociales de classe B, six cent soixante-quinze mille quatre cent (675.400) parts sociales de classe C, six cent soixante-quinze mille quatre cent (675.400) parts sociales de classe D, six cent soixante-quinze mille quatre cent (675.400) parts sociales de classe E, six cent soixante-quinze mille quatre cent (675.400) parts sociales de classe F, six cent soixante-quinze mille quatre cent (675.400) parts sociales de classe G, six cent soixante-quinze mille quatre cent (675.400) parts sociales de classe H, six cent soixante-quinze mille quatre cent (675.400) parts sociales de classe I de la Société;

- La Société, détient désormais six cent soixante-quinze mille quatre cent (675.400) parts sociales de classe J de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 6 juillet 2012.

*Pour la Société*

Signature

Référence de publication: 2012081782/28.

(120116664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

**Geobat S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1316 Luxembourg, 69, rue des Carrières.

R.C.S. Luxembourg B 169.918.

STATUTS

L'an deux mil douze, le vingt-sept juin.

Par devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

La société «ASA Location S.A.», ayant son siège social au L-1316 Luxembourg, 69 rue des Carrières, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 59481 et représentée par son administrateur-délégué Monsieur Bernard HILDENBRAND, chef d'entreprise, demeurant au L-1316 Luxembourg, 69 rue des Carrières.

ici représentée par Monsieur Sébastien THIBAL, employé privé, demeurant professionnellement au 117, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg en vertu d'une procuration sous seing privé en date du 26 mai 2012.

Laquelle procuration après avoir été paraphée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elle déclare constituer:

### **Titre 1<sup>er</sup> . - Objet social - Dénomination - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup> .** Il est formé par le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme de droit luxembourgeois qui sera régie par les lois y relatives ainsi que par les présents statuts.

**Art. 2.** La société a pour objet, autant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger la construction, la location de bâtiments industriels et toutes prestations y afférentes. En outre, la société pourra exercer toute autre activité commerciale à moins que celle-ci soit spécialement réglementée.

Elle pourra également effectuer toutes transactions sur immeubles, droits réels immobiliers et fonds de commerce, acquisition, cession, opérations de location, de gestion immobilière, ainsi que toutes opérations financières, commerciales et industrielles, mobilières et immobilières s'y rattachant directement ou indirectement.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange, ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et pourra prêter son assistance à pareille entreprise au moyen de prêts, de garanties ou autrement. Elle pourra prêter ou emprunter avec ou sans intérêts, émettre des obligations et autres reconnaissances de dettes.

Elle pourra généralement faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger qui se rattachent directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social.

La Société pourra emprunter ou prêter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales ou physiques.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

D'une façon générale, la société pourra prendre toutes mesures de contrôle ou de surveillance et effectuer toute opération qui peut lui paraître utile dans l'accomplissement de son objet et son but.

**Art. 3.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de "GEOBAT S.A.".

**Art. 4.** Le siège social est établi dans la Commune de Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

**Art. 5.** La société est constituée pour une durée indéterminée.

### **Titre 2. Capital social - Actions**

**Art. 6.** Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR) représenté par cents (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (310,- EUR) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

Le capital souscrit de la société peut-être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Capital autorisé

Le capital autorisé de la société pourra être porté à trois cent dix mille euros (310.000,- EUR) représenté par mille (1.000) actions, chacune d'une valeur nominale de trois cent dix euros (310,- EUR).

Le Conseil d'Administration est autorisé et mandaté:

- à réaliser cette augmentation de capital, en une seule fois ou par tranches successives, par émission d'actions nouvelles à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances ou encore, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves au capital;

- fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles;

- à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires quant à l'émission d'actions nouvelles à émettre dans le cadre du capital social autorisé.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui d'ici là n'auront pas été émises par le Conseil d'Administration.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée dans la forme authentique par le Conseil d'Administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.

**Art. 7.** Les actions sont librement cessibles entre actionnaires. En cas de décès de l'un des actionnaires constituant, l'actionnaire restant possède un droit préférentiel pour le rachat des actions détenues par l'actionnaire décédé et ce pendant un délai de six (6) mois à compter de la date de décès.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-actionnaires que moyennant l'accord unanime de tous les actionnaires.

En cas de cession à un non-actionnaire, les actionnaires restant ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les trente jours à partir de la date du refus de cession à un non-actionnaire. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des actions est calculée en fonction des deux derniers bilans approuvés qui serviront de base pour la détermination de la valeur des actions à céder.

### **Titre 3. - Administration - Surveillance**

**Art. 8.** En cas de pluralité d'actionnaires, la Société est administrée par un conseil d'administration composé de trois (3) membres au moins, actionnaires ou non.

Toutefois, en cas d'actionnaire unique, la Société pourra être administrée par un administrateur unique, qui ne doit pas nécessairement être l'actionnaire unique. L'administrateur unique dispose de l'ensemble des prérogatives qui sont dévolues au conseil d'administration. Lorsque, dans les présents statuts, il est fait référence au conseil d'administration, il y a lieu d'entendre «administrateur unique» ou «conseil d'administration», selon le cas.»

Les administrateurs ou l'administrateur unique seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs seront élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution de l'assemblée générale.

En cas de vacance d'un ou de plusieurs administrateurs pour cause de décès, démission ou toute autre cause, il sera pourvu à leur remplacement par les administrateurs restants conformément aux dispositions de la loi. Dans ce cas, l'assemblée générale des actionnaires ratifiera la nomination à sa prochaine réunion.

**Art. 9.** Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

**Art. 10.** Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité des administrateurs est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par tous moyens de communications, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou téléfax.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

**Art. 11.** Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

**Art. 12.** La Société sera engagée vis-à-vis des tiers, en cas d'administrateur unique, par la signature de cet administrateur et en cas de pluralité d'administrateurs par les signatures conjointes de deux administrateurs, ou par la signature individuelle de la personne à laquelle la gestion journalière de la Société a été déléguée.

**Art. 13.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

### **Titre 4. - Assemblée générale**

**Art. 14.** Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

**Art. 15.** L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

**Art. 16.** L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

**Art. 17.** L'assemblée générale annuelle se réunit, le premier lundi du mois de mai à quinze heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

#### **Titre 5. - Année sociale - Répartition des bénéfices**

**Art. 18.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 19.** Le bénéfice net est affecté à concurrence de cinq pour cent au moins à la formation ou à l'alimentation du fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteint dix pour cent du capital nominal.

**Art. 20.** L'Assemblée Générale décide souverainement de l'affectation du solde et de la distribution éventuelle de dividendes.

#### **Titre 6. - Dissolution - Liquidation**

**Art. 21.** La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications de statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

**Art. 22.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

##### *Dispositions transitoires*

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le trente et un décembre deux mille douze.

2. La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en deux mille treize.

##### *Souscription et libération*

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, l'actionnaire unique «ASA Location S.A.», prénommée, a souscrit toutes les cents (100) actions qui ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,- EUR) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en est justifié au notaire instrumentant qui le constate.

##### *Déclaration*

Le notaire-rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

##### *Frais*

Les parties évaluent le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution, à la somme de neuf cent quatre-vingt euros (980,-EUR).

##### *Décisions de l'actionnaire unique*

Et immédiatement après la constitution de la société, l'actionnaire unique représentant l'intégralité du capital social, représentée comme ci-avant et se considérant comme dûment convoquée, a pris les décisions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à un (1) et celui du commissaire aux comptes à un (1).

2. Est nommé administrateur unique:

Monsieur Bernard HILDENBRAND, prénommé, né le 22 juin 1954 à Moyenmoutier (France), demeurant au L-1316 Luxembourg, 69 rue des Carrières, lequel aura tous les pouvoirs pour engager valablement la société vis-à-vis des tiers par sa seule signature.

3. Est nommé commissaire aux comptes:

«EURA AUDIT Luxembourg S.A.», une société anonyme ayant son siège social au 117, avenue Gaston Diderich L-1420 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 44.227.

4. Les mandats de l'administrateur unique, et du commissaire aux comptes expireront à l'issue de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice 2017.

5. Le siège social de la société est fixé à L-1316 Luxembourg, 69, rue des Carrières.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, connu par le notaire instrumentant par son nom prénom, état et demeure celui-ci a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: S. THIBAL, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 juillet 2012. Relation: LAC/2012/31190. Reçu 75,- € (soixante-quinze Euros).

*Le Receveur (signé): Irène THILL.*

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 juillet 2012.

Référence de publication: 2012082038/188.

(120116574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**Allcar Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

R.C.S. Luxembourg B 121.047.

Il résulte de la résiliation du contrat de bail que le siège social situé au 9 rue du Commerce à L-3895 Foetz de la société à responsabilité limitée ALLCAR S.à r.l., inscrite au Registre de commerce et des sociétés Luxembourg sous le n° B 121.047. a été dénoncé avec effet au 1<sup>er</sup> octobre 2010.

49, rue Neuve  
L-3938 Mondercange  
Schmitt Alfred

Référence de publication: 2012081787/12.

(120116616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**Aon Insurance Managers (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 28.889.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Paul DECKER  
*Le Notaire*

Référence de publication: 2012081820/12.

(120116500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**ASE Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 10.100,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 169.328.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Référence de publication: 2012081826/11.

(120116570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**Industrial Business Management Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 13, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 72.549.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de façon extraordinaire le 9 juillet 2012 à 15h00 heures à Luxembourg*

L'assemblée décide à l'unanimité de révoquer la société Catony Inc, immatriculée au IBC des British Virgin Islands sous le numéro 461593, avec siège social, Akara Building, 24 De Castro Street, Wickhams Cay I, 3136 Road Town, Tortola, British Virgin Islands en tant qu'administrateur avec effet immédiat.

Suite à la révocation de la société Catony Inc, l'assemblée décide à l'unanimité de nommer nouveau administrateur, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018:

- Monsieur Robert Weirig, né le 16 novembre 1959 à Luxembourg, demeurant professionnellement 7, Z.I. Bombicht, L-6947 Niederanven.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Industrial Business Management Holding S.A.

Référence de publication: 2012082102/19.

(120116645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

**Austell Financière S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 15, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 66.619.

*Extrait du Procès-Verbal de la Réunion du Conseil d'Administration tenue le 4 avril 2012*

*Troisième résolution:*

Le Conseil d'Administration a décidé, à compter de ce jour, de nommer Monsieur Jérôme MULLIEZ, né le 06/06/1966 à Roubaix (France), demeurant à Hatherley Horsell Park, GU 214 LY, Woking Surrey (Angleterre), en qualité de Président du Conseil d'Administration. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale statutaire annuelle qui se tiendra en 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AUSTELL FINANCIERE S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2012081835/16.

(120116326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

**Rock Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 305.353,40.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 155.100.

Suite à la cession des parts sociales de la Société survenue en date du 27 juin 2012, entre CapVest Equity Partners II, L.P. et CapVest Special Partners II L.P., ayant pour adresse le 22 Canon's Court, Victoria Street, HM 12 Hamilton, Bermudes, et étant enregistré au Registre des Sociétés des Bermudes sous le numéro 38578, les parts sociales de la Société sont réparties comme suit:

- CapVest Equity Partners II, LP., qui détient;

\* 2,994,034 parts sociales ordinaires

\* 2,994,034 parts sociales rachetables Class I

\* 2,994,034 parts sociales rachetables Class II

\* 2,994,034 parts sociales rachetables Class III

\* 2,994,034 parts sociales rachetables Class IV

\* 2,994,034 parts sociales rachetables Class V

\* 2,994,034 parts sociales rachetables Class VI

\* 2,994,034 parts sociales rachetables Class VII

\* 2,994,034 parts sociales rachetables Class VIII



\* 2,994,034 parts sociales rachetables Class IX

Et

- CapVest Special Partners II LP., qui détient:

\* 59,500 parts sociales ordinaires

\* 59,500 parts sociales rachetables Class I

\* 59,500 parts sociales rachetables Class II

\* 59,500 parts sociales rachetables Class III

\* 59,500 parts sociales rachetables Class IV

\* 59,500 parts sociales rachetables Class V

\* 59,500 parts sociales rachetables Class VI

\* 59,500 parts sociales rachetables Class VII

\* 59,500 parts sociales rachetables Class VIII

\* 59,500 parts sociales rachetables Class IX

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rock Holdings S.à r.l.

Robert van 't Hoef

Gérant B

Référence de publication: 2012082376/38.

(120116419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**Austell Financière S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 15, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 66.619.

*Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue de manière extraordinaire le 16 avril 2012*

*Cinquième résolution:*

L'Assemblée Générale accepte la démission de Monsieur Laurent JOLY en tant qu'administrateur de la société avec effet immédiat et décide de nommer en remplacement de l'administrateur démissionnaire, Monsieur Claudio BACCELLI, employée privée, né à Mexico (Mexique) le 15 mai 1956, demeurant professionnellement au 11, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, en tant que nouvel administrateur de la société avec effet immédiat. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui se tiendra en 2018.

L'Assemblée Générale décide de nommer avec effet immédiat en tant que nouvel administrateur de la société, Monsieur Michel MULLIEZ, administrateur de sociétés, né le 2 juillet 1946 à Vierzon (Suisse), demeurant 122, Route de Jussy CH-1226 Thonex (Suisse). Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui se tiendra en 2018.

*Sixième résolution:*

Les mandats des Administrateurs et du Réviseur d'Entreprise étant arrivés à échéance, l'Assemblée Générale décide de renouveler avec effet immédiat le mandat des Administrateurs de Monsieur Jérôme MULLIEZ, administrateur de sociétés, né le 6 juin 1966 à Roubaix (France), demeurant Hatherley Horsell Park GU 214 LY Woking Surrey (Angleterre) et de Madame Nadine VINCENT, née le 6 septembre 1962 à Toulon (France) employée privée, demeurant professionnellement 11, Avenue Emile Reuter L-2420 Luxembourg pour une nouvelle période de six prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire annuelle qui se tiendra en 2018.

Le mandat du Réviseur BDO Compagnie Fiduciaire S.A., 2, Avenue Charles De Gaulle, L-1653 Luxembourg étant arrivé à échéance, l'Assemblée Générale décide de renouveler son mandat pour une nouvelle période d'un an prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire annuelle qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AUSTELL FINANCIERE S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2012081836/31.

(120116326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**HB Asset Management SICAV - SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1229 Luxembourg, 15, rue Bender.

R.C.S. Luxembourg B 85.803.

—  
EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale Annuelle tenue en date du 13 Juin 2012 que Monsieur Staffan Ringvall, demeurant à 14 Bokvägen, 13335 Saltsjöbaden, Sweden, a été élu comme Administrateur de la Société pour une période expirant à la prochaine Assemblée Générale qui se tiendra en 2013.

Monsieur Eric Callans, Madame Julie Elizabeth Anne Krentz-Griffin et Monsieur Pär Nürnberg ont été réélus lors de cette même assemblée comme Administrateurs de la Société pour une période expirant à la prochaine Assemblée Générale qui se tiendra en 2013.

Le Conseil d'Administration de la Société se compose désormais comme suit:

- Eric Callans, Président
- Julie Elizabeth Anne Krentz-Griffin
- Pär Nürnberg
- Staffan Ringvall

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 Juillet 2012.

*Pour la Société*

Référence de publication: 2012082079/23.

(120116475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**Belfius Insurance Services Finance, Société Anonyme.**

Siège social: L-1253 Luxembourg, 2, rue Nicolas Bové.

R.C.S. Luxembourg B 37.631.

—  
*Extrait de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social le 12 juin 2012*

Elections statutaires:

a) L'Assemblée constate que le mandat des Administrateurs prend fin à l'issue de cette Assemblée et décide du renouvellement des mandats de Messieurs Guy ROELANDT, Jos BRUMAGNE et Rudy PARIDAENS pour une période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice 2013.

b) L'Assemblée accepte la démission de Monsieur Dirk VANDERSCHRICK de son mandat d'Administrateur avec effet au 7 mai 2012.

c) L'Assemblée décide de renouveler le mandat du Réviseur Deloitte Audit Sàrl pour une période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2013.

Rudy PARIDAENS

*Administrateur*

Référence de publication: 2012081843/18.

(120116345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**Birnesto Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 127.705.

—  
*Extrait des décisions prises par l'assemblée générale en date du 5 juillet 2012*

- Madame Mounira MEZIADI a démissionné de son mandat d'administrateur de catégorie B.

- Monsieur Sébastien ANDRE, administrateur de sociétés, né à Metz (France), le 29 octobre 1974, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme administrateur de catégorie B jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2016.

- La société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l. a été reconduite dans son mandat de commissaire jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2016.

Luxembourg, le 9.7.2012.

Pour extrait sincère et conforme  
Pour BIRNESTO INVESTMENTS S.A.  
Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012081863/18.

(120116719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**Borealis Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 44.102.

—  
*Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 29 juin 2012.  
Résolutions*

1. L'assemblée générale décide de renouveler les mandats d'administrateurs suivants:

- Monsieur Pascal HENNUY demeurant professionnellement au 241, route de Longwy L-1941 Luxembourg
- Monsieur Tom DONONVAN demeurant Glenvara Park 79 Knocklyon Dublin 16 Irlande
- Monsieur David KEOGH demeurant Annamoe Raod Dublin 16 Irlande

Les mandats ainsi attribués viendront à échéance lors de l'assemblée générale à tenir en 2018.

2. L'assemblée générale accepte la démission de la société SICRIS SA au poste de Commissaire aux Comptes et décide de nommer en remplacement la société Jawer Consulting SA ayant son siège au 241, route de Longwy L-1941 Luxembourg jusqu'à l'assemblée générale à tenir en 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012081870/18.

(120116623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**Body Sun, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6940 Niederanven, 141, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 169.916.

—  
STATUTS

L'an deux mille douze, le vingt-neuf juin.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

a comparu:

Madame Fanny CORNU, indépendante, née à Laxou en France le 12 juin 1990, demeurant à F-57950 Montigny-les-Metz, 20, rue Saint Ladre.

laquelle comparante a arrêté comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle a décidé de constituer:

**Art. 1<sup>er</sup>.** La société prend la dénomination de «BODY SUN»

**Art. 2.** Le siège social de la société est établi dans la commune de Niederanven; il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du ou des associés.

**Art. 3.** La société a pour objet la réalisation de prestations esthétiques hommes/femmes, telles que soins visage et corps, épilations, maquillage, manucure/ongleries, solarium ainsi que la vente de produits et accessoires cosmétiques ainsi que toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à cet objet social ou de nature à en faciliter la réalisation.

**Art. 4.** La durée de la société est indéterminée.

En cas de pluralité d'associés, chacun des associés aura la faculté de dénoncer sa participation moyennant préavis de six (6) mois à donner par lettre recommandée à son ou ses co-associés.

Le ou les associés restants auront un droit de préférence pour le rachat des parts de l'associé sortant.

Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination en valeur des parts à céder. En cas de désaccord sur la valeur des parts à céder, celle-ci sera déterminée par un expert à désigner par le président du Tribunal d'Arrondissement compétent.

**Art. 5.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Le premier exercice commence au jour de la constitution de la société et finit le 31 décembre 2012.

**Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE QUATRE CENTS EUROS (12.400,00 €) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-quatre euros (124,00 €) chacune, entièrement souscrit et libéré en espèces par la partie

comparante prénommée, de sorte que la somme de douze mille quatre cents euros se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

En raison de ces apports, les cent (100) parts sociales de la société, représentant une valeur de cent vingt-quatre euros (124,00 €) chacune, sont attribuées au seul comparant prénommé

Madame Fanny CORNU, .....	100 parts
Total: .....	100 parts

**Art. 7.** La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions.

**Art. 8.** En cas de pluralité d'associés, aucun des associés ne pourra céder ses droits à un tiers sans le consentement unanime de ses co-associés. Entre associés, les parts sociales sont librement cessibles.

**Art. 9.** Chaque année, au trente et un décembre, il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société.

Le bénéfice net, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements, sera réparti de la façon suivante:

- 5% pour la constitution d'un fonds de réserve légal, dans la mesure des dispositions légales;
- le solde reste à la libre disposition du ou des associés.

En cas de distribution, le solde bénéficiaire sera attribué aux associés au prorata de leur participation au capital social.

**Art. 10.** Le décès ou la faillite de l'un ou de plusieurs des associés n'entraînera pas la dissolution de la société; les héritiers, légataires et ayants-cause de l'associé décédé ou failli n'auront pas le droit de faire apposer des scellés sur les biens et valeurs de la société; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans le dernier bilan social.

**Art. 11.** Pour tous les points non expressément prévus aux présentes, le comparant se réfère aux dispositions légales en vigueur.

*Frais.*

Les frais mis à charge de la société à raison de sa constitution sont évalués à la somme de huit cent euros (800,00 €).

*Assemblée générale extra-ordinaire.*

Et de suite, la comparante sus-nommée, représentant l'intégralité du capital social de la société, s'est constituée en assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

1. L'adresse de la société est fixée à L-6940 Niederanven, 141, route de Trèves.
2. Est nommé gérante de la société Madame Fanny CORNU, prénommée.
3. La gérante est habilitée à engager en toutes circonstances la société par sa signature individuelle.
4. Le mandat ainsi conféré reste valable jusqu'à décision contraire de l'assemblée générale.

Rien d'autre n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Fanny CORNU, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 4 juillet 2012. Relation: DIE/2012/7903. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€

*Le Receveur (signé): Tholl.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 9 juillet 2012.

Référence de publication: 2012081866/71.

(120116593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

**Green Flash S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume J. Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 154.431.

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 25 mai 2012, les actionnaires ont décidé de renouveler le mandat de commissaire aux comptes de PRICEWATERHOUSECOOPERS, avec siège social au 400, Route d'Esch, L-1471 Luxembourg, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2012 et qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 15 juin 2012.

Référence de publication: 2012082032/13.

(120116583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**Bofil, Société Anonyme.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 6.622.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire  
qui s'est tenue le 22 juin 2012 à 16.00 heures à Luxembourg  
1, rue Joseph Hackin*

- Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viennent à échéance à la présente Assemblée.
- L'Assemblée Générale Ordinaire décide à l'unanimité de renouveler le mandat d'Administrateurs de Monsieur Joseph Winandy, 92, rue de l'Horizon, L-5960 Itzig, de Monsieur Koen Lozie, 61 Grand-rue, L-8510 Redange-sur-Attert et de Cosafin SA, 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg, représentée par Monsieur Jacques Bordet, 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg, pour une période d'un an.
- L'Assemblée Générale Ordinaire décide à l'unanimité de reconduire le mandat de Monsieur Pierre Schill au poste de commissaire aux comptes de la société pour une période d'un an.

Le mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes prendra fin à l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2012.

Pour copie conforme

Signature

Référence de publication: 2012081868/21.

(120116632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**BRE/Europe 2 Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 94.376.

—  
**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 16 janvier 2012*

L'associé unique de la Société:

- approuve le rapport de l'auditeur à la liquidation daté du 13 janvier 2012;
- prononce la clôture de la liquidation et constate que la Société a définitivement cessé d'exister en date du 16 janvier 2012;
- décide que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à l'adresse suivante: 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2012.

BRE/Europe 2 Finance S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2012081873/20.

(120116600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**Cablecom Luxembourg GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 99.888.

—  
Par résolutions signées en date du 26 juin 2012, l'associé unique a décidé de renouveler le mandat de réviseur d'entreprises agréé de ERNST & YOUNG, avec siège social au 7, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2012 et qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 29 juin 2012.

Référence de publication: 2012081882/14.

(120116589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**OCM Luxembourg Spirits Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 279.275,00.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 26A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 118.872.

---

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Référence de publication: 2012082305/11.

(120116354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**Capital Safety Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 165.563.

---

In the year two thousand and twelve, on the twenty-ninth day of June.

Before Maître Edouard Delosch, notary, residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of Capital Safety Group S.A., a société anonyme governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Company"), incorporated following a deed of Maître Edouard Delosch, notary, residing in Diekirch (Grand Duchy of Luxembourg) of 24 November 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 315 of 2 February 2012 and entered in the Luxembourg Register of Commerce and Companies, Section B, under the number 165563. The articles of incorporation have been amended for the last time following a deed of the undersigned notary of 20 May 2012, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The meeting is declared open at 11.00 a.m. with Me Nicolas GAUZÈS, lawyer, professionally residing in Luxembourg in the chair, who appointed as secretary Mr Fabien MORELLI, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Me Hervé PRÉCIGOUX, lawyer, residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

(i) That the agenda of the meeting is the following:

*Agenda*

1 To increase the corporate capital of the Company by an amount of one hundred fifty-six thousand seven hundred thirty dollars of the United-States of America (USD 156,730.-) so as to raise it from its present amount of to sixty-one million one hundred eighty-seven thousand six hundred seventy-seven dollars of the United-States of America (USD 61,187,677.-) to sixty-one million three hundred fortyfour thousand four hundred seven dollars of the United-States of America (USD 61,344,407.-).

2 To issue three hundred thirteen thousand four hundred sixty (313,460) new shares with a nominal value of zero dollar of the United-States of America and fifty cents (USD 0,50) per share, having the same rights and privileges as the existing shares.

3 To acknowledge the waiver by all the existing shareholders of the Company of their preferential subscription rights and to accept subscription for these new shares, with payment of a share premium in a total amount of one million four hundred ten thousand five hundred seventy dollars of the United-States of America (USD 1,410,570.-) and to accept full payment in cash for these new shares.

4 To amend the first paragraph of article five (5) of the articles of incorporation of the Company, in order to reflect the above resolutions.

5 Miscellaneous.

(ii) That the shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of the shares held by the shareholders are shown on an attendance-list; this attendancelist, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iii) That the proxies of the represented shareholders, signed by the proxyholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

(iv) That the whole corporate capital was represented at the meeting and all the shareholders present or represented declared that they had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, and waived their right to be formally convened.

(v) That the meeting was consequently regularly constituted and could validly deliberate on all the items of the agenda.

(vi) That the general meeting of shareholders, each time unanimously, took the following resolutions:

*First resolution*

The general meeting of shareholders resolved to increase the corporate capital of the Company by an amount of one hundred fifty-six thousand seven hundred thirty dollars of the United-States of America (USD 156,730.-) so as to raise it from its present amount of to sixty-one million one hundred eighty-seven thousand six hundred seventy-seven dollars of the United-States of America (USD 61,187,677.-) to sixty-one million three hundred forty-four thousand four hundred seven dollars of the United-States of America (USD 61,344,407.-).

*Second resolution*

The general meeting of shareholders resolved to issue three hundred thirteen thousand four hundred sixty (313,460) new shares with a nominal value of zero dollar of the United-States of America and fifty cents (USD 0,50) per share, having the same rights and privileges as the existing shares.

*Third resolution*

The general meeting of shareholders acknowledged that all existing shareholders of the Company had decided to waive their preferential subscription rights with respect to these new shares.

*Subscription - Payment*

Thereupon appeared Hupah Investor Holdings S.à r.l., a société à responsabilité limitée having its registered office at 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Subscriber"), represented by Maître Nicolas Gauzès, by virtue of a proxy given under private seal, which proxy, signed by the proxyholder, the bureau of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The Subscriber declared to subscribe three hundred thirteen thousand four hundred sixty (313,460) new shares with a nominal value of zero dollar of the United-States of America and fifty cents (USD 0,50) per share, with payment of share premium in a total amount of one million four hundred ten thousand five hundred seventy dollars of the United-States of America (USD 1,410,570.-) and to fully pay in cash for these shares.

The amount of one million five hundred sixty-seven thousand three hundred dollars of the United-States of America (USD 1,567,300.-) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary.

The general meeting of shareholders resolved to accept said subscription and payment and to allot the new shares to the above mentioned subscriber.

*Fourth resolution*

The general meeting of shareholders resolved to amend the first paragraph of article five (5) of the articles of association of the Company in order to reflect the above resolutions. Said paragraph will from now on read as follows:

**"Art. 5. Issued Capital.** The issued capital of the Company is set at sixty-one million three hundred forty-four thousand four hundred seven dollars of the United-States of America (USD 61,344,407.-), into one hundred twenty-two million six hundred eighty-eight thousand eight hundred fourteen (122,688,814) shares with a nominal value of zero dollar of the United-States of America and fifty cents (USD 0,50) each, all of which are fully paid."

*Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at two thousand four hundred euro (EUR 2,400.-).

There being no other business on the agenda, the meeting was adjourned at 11.30 a.m.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille douze, le vingt-neuf juin.

Par-devant nous Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société Capital Safety Group S.A., société anonyme régie par les lois du Luxembourg, avec siège social au 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (la "Société"), constituée suivant acte de Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch (Grand-Duché de Luxembourg) en date du 24 novembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 315 du 2 février 2012, et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 165563. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire instrumentant en date du 20 mai 2012, pas encore publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'assemblée a été déclarée ouverte à 11.00 heures sous la présidence de Me Nicolas GAUZÈS, avocat, domicilié professionnellement à Luxembourg, qui a désigné comme secrétaire Monsieur Fabien MORELLI, juriste, domicilié professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée a choisi comme scrutateur Me Hervé PRÉCIGOUX, avocat, domicilié professionnellement à Luxembourg. Le bureau ainsi constitué, le président a exposé et prié le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

(i) Que l'ordre du jour de l'assemblée était le suivant:

#### *Ordre du jour*

1 Augmentation du capital social de la société à concurrence de cent cinquante-six mille sept cent trente dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 156.730,-) pour le porter de son montant actuel de soixante et un millions cent quatre-vingt-sept mille six cent soixantedix-sept dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 61.187.677,-) à soixante et un millions trois cent quarante-quatre mille quatre cent sept dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 61.344.407,-).

2 Émission de trois cent treize mille quatre cent soixante (313.460) actions nouvelles d'une valeur nominale de zéro dollar des Etats-Unis d'Amérique et cinquante centimes (USD 0,50,-) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les actions existantes.

3 Constat de la renonciation aux droits préférentiels de souscription de tous les actionnaires existants et acceptation de la souscription de ces actions nouvelles avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de un million quatre cent dix mille cinq cent soixante-dix dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 1.410.570,-) à libérer intégralement en espèces.

4 Modification du premier alinéa de l'article cinq (5) des statuts de la Société, afin de refléter les résolutions ci-dessus.

5 Divers.

(ii) Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions détenues par les actionnaires, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

(iii) Que les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées par les mandataires, les membres bureau et le notaire soussigné resteront pareillement annexées au présent acte.

(iv) Que l'intégralité du capital social était représentée à l'assemblée et tous les actionnaires présents ou représentés ont déclaré avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable et ont renoncé à leur droit d'être formellement convoqués.

(v) Que l'assemblée était par conséquent régulièrement constituée et a pu délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

(vi) Que l'assemblée a pris, chaque résolutions suivantes: fois à l'unanimité des voix, les

#### *Première résolution*

L'assemblée générale des actionnaires a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de cent cinquante-six mille sept cent trente dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 156.730,-) pour le porter de son montant actuel de soixante et un millions cent quatre-vingt-sept mille six cent soixante-dix-sept dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 61.187.677,-) à soixante et un millions trois cent quarante-quatre mille quatre cent sept dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 61.344.407,-).

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée générale des actionnaires a décidé d'émettre trois cent treize mille quatre cent soixante (313.460) actions nouvelles d'une valeur nominale de zéro dollar des Etats-Unis d'Amérique et cinquante centimes (USD 0,50,-) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les actions existantes.

#### *Troisième résolution*

L'assemblée générale des actionnaires a constaté que tous les actionnaires existant de la Société ont décidé de renoncer à leur droit préférentiel de souscription en ce qui concerne l'émission de ces actions nouvelles.



### *Souscription - Paiement*

Ensuite a comparu Hupah Investor Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 59, rue de Rollingergrund, L2440 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (le «Souscripteur»), représentée par Maître Nicolas Gauzès, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé qui, après avoir été signée par les mandataires, les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte.

Le Souscripteur a déclaré souscrire trois cent treize mille quatre cent soixante (313.460) actions nouvelles d'une valeur nominale de zéro dollar des Etats-Unis d'Amérique et cinquante centimes (USD 0.50) chacune avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de un million quatre cent dix mille cinq cent soixante-dix dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 1.410.570,-) et les libérer intégralement en espèces.

Le montant de un million cinq cent soixante-sept mille trois cent dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 1.567.300,-) a dès lors été à la disposition de la Société à partir de ce moment, la preuve ayant été apportée au notaire soussigné.

L'assemblée générale des actionnaires a décidé d'accepter ladite souscription et ledit paiement et d'émettre les actions nouvelles au souscripteur indiqué ci-dessus.

### *Quatrième résolution*

L'assemblée générale des actionnaires a décidé de modifier le premier alinéa de l'article cinq (5) des statuts de la Société pour refléter les résolutions ci-dessus. Ledit alinéa sera dorénavant rédigé comme suit:

« **Art. 5. Capital Emis.** Le capital émis de la Société s'élève à soixante et un millions trois cent quarante-quatre mille quatre cent sept dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 61.344.407,-) divisé en cent vingt-deux millions six cent quatre vingt-huit mille huit cent quatorze (122.688.814) actions, d'une valeur nominale de zéro dollar des Etats-Unis d'Amérique et cinquante centimes (USD 0,50.-) chacune, toutes sont entièrement libérées.»

### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont estimés à deux mille quatre cents euros (EUR 2.400,-).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée à 11.30 heures.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: N. Gauzès, F. Morelli, H. Précigoux, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 3 juillet 2012. Relation: DIE/2012/7821. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 3 juillet 2012.

Référence de publication: 2012081885/183.

(120116334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

### **CEPE, Cercle d'Etude Philosophique Egyptien, Association sans but lucratif.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 11, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg F 9.209.

### STATUTS

#### *Membres fondateurs:*

Philippe SCHMIT, né le 17 décembre 1957 à Entringe (France), domicilié 2, rue Bel Air - L-8012 Strassen, de nationalité française

Daniel LEFEVRE, né le 20 février 1953 à MONCEAU Sur Sambre (Belgique), demeurant professionnellement au 74, rue Ermesinde - L-1469 Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise

Alain HEINZ, né le 17 mai 1968 à Forbach (France), demeurant professionnellement au 121, avenue de la Faïencerie - L-1511 Luxembourg, de nationalité française

Véronique EBERHARDT, épouse LEFEVRE, née le 1<sup>er</sup> avril 1959 à Colmar (France), domiciliée au 42, rue Raoul Follereau - L-1529 Luxembourg, de nationalité française

Liliane Marie KELLENS, né le 14 août 1959 à Anderlecht (Belgique), demeurant au 2, rue Bel Air - L-8012 Strassen, de nationalité belge.

Jacques RAHIRE, né le 11 janvier 1959 à Annecy (France), demeurant au 3, Place du Général de Gaulle - F-57130 Ars sur Moselle, de nationalité française

Cyrille DEDDOUCHE, né le 27 juin 1970 à Metz (France), demeurant au 65, avenue de la Libération - L-3850 Schifflange, de nationalité française

Signatures: Philippe SCHMIT / Cyrille DEDDOUCHE / Alain HEINZ / Daniel LEFEVRE /  
Véronique LEFEVRE / Liliane Marie KELLENS / Jacques RAHIRE

créent par la présente une association sans but lucratif, régie par les dispositions de la loi du 21 avril 1928 telle qu'elle a été modifiée et les présents statuts.

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'association porte la dénomination «Cercle d'Etude Philosophique Egyptien» association sans but lucratif, en abrégé «CEPE», A.s.b.l. Elle a son siège au L-1931 Luxembourg, 11, avenue de la Liberté. Elle est adhérente et membre de la Fédération des Amis de Constantin Cheillon - FAAC - 127, rue Amelot - F-75011 - Paris (France).

**Art. 2.** L'association a pour objet:

- l'étude de la civilisation antique égyptienne, de sa philosophie et la recherche sous toutes ses formes de documents et d'écrits permettant aux membres de l'Asbl d'améliorer leurs connaissances en ce domaine.
- d'organiser toute réunion, diners débats, conférences ou manifestations culturelles sur ce même thème.

**Art. 3.** L'association poursuit son action dans une stricte indépendance politique, idéologique et religieuse.

**Art. 4.** Les membres, dont le nombre ne peut être inférieur à trois, sont admis par délibération du conseil d'administration à la suite d'une demande écrite/d'une demande verbale.

**Art. 5.** Les membres ont la faculté de se retirer à tout moment de l'association après envoi de leur démission écrite au conseil d'administration. Est réputé démissionnaire après le délai de 2 mois à compter du jour de l'échéance tout membre qui refuse de payer la cotisation lui incombant.

**Art. 6.** Les membres peuvent être exclus de l'association si, d'une manière quelconque, ils portent gravement atteinte aux intérêts de l'association. A partir de la proposition d'exclusion formulée par le conseil d'administration, jusqu'à la décision définitive de l'assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers des voix, le membre dont l'exclusion est envisagée, est suspendu de plein droit de ses fonctions sociales.

**Art. 7.** Les associés, démissionnaires ou exclus, ne peuvent porter atteinte à l'existence de l'association et n'ont aucun droit à faire valoir ni sur son patrimoine ni sur les cotisations payées.

**Art. 8.** La cotisation annuelle est fixée par l'assemblée générale. Elle ne peut être inférieure à 250 euros.

**Art. 9.** L'assemblée générale, qui se compose de tous les membres, est convoquée par le conseil d'administration régulièrement une fois par an, et, extraordinairement, chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent ou qu'un cinquième des membres le demandent par écrit au conseil d'administration.

**Art. 10.** La convocation se fait au moins 45 jours avant la date fixée pour l'assemblée générale, moyennant simple lettre missive devant mentionner l'ordre du jour proposé.

**Art. 11.** Toute proposition écrite signée d'un vingtième au moins des membres figurant sur la dernière liste annuelle doit être portée à l'ordre du jour. Aucune décision ne peut être prise sur un objet n'y figurant pas.

**Art. 12.** L'assemblée générale doit obligatoirement délibérer sur les objets suivants:

- modification des statuts et règlement interne;
- nomination et révocation des administrateurs et des réviseurs de caisse;
- approbation des budgets et comptes;
- dissolution de l'association.

**Art. 13.** L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si l'objet de celles-ci est spécialement indiqué dans la convocation et si l'assemblée réunit les deux tiers des membres. Aucune modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix. Si les deux tiers des membres ne sont pas présents, ou représentés à la première réunion, une seconde réunion peut être convoquée qui pourra délibérer quel que soit le nombre des membres présents; dans ce cas la décision sera soumise à l'homologation du tribunal civil.

Toutefois, si la modification porte sur l'un des objets en vue desquels l'association s'est constituée, soit sur la dissolution, ces règles sont modifiées comme suit:

- a) la seconde assemblée ne sera valablement constituée que si la moitié au moins de ses membres sont présents,
- b) la décision n'est admise dans l'une ou dans l'autre assemblée, que si elle est votée à la majorité des trois quarts des voix des membres présents,
- c) si, dans la seconde assemblée, les deux tiers des membres ne sont pas présents, la décision devra être homologuée par le tribunal civil.

**Art. 14.** Les délibérations de l'assemblée sont portées à la connaissance des membres et des tiers par lettre confiée à la poste/affichage au siège etc.

**Art. 15.** L'association est gérée par un conseil d'administration élu pour une durée illimitée par l'Assemblée Générale. Le conseil d'administration se compose d'un président, d'un secrétaire, d'un trésorier, ainsi que 3 autres membres au maximum élus à la majorité simple des voix présentes à l'assemblée générale. Les pouvoirs des administrateurs sont les suivants: le président, le secrétaire, le trésorier gère les comptes etc.

**Art. 16.** Le conseil d'administration qui se réunit sur convocation de son président ne peut valablement délibérer que si 2/3 membres au moins sont présents. Toute décision doit être prise à la majorité simple des membres élus.

**Art. 17.** Le conseil d'administration gère les affaires et les avoirs de l'association. Il exécute les directives à lui dévolues par l'assemblée générale conformément à l'objet de l'association.

**Art. 18.** Il représente l'association dans les relations avec les tiers. Pour que l'association soit valablement engagée à l'égard de ceux-ci, 2 signatures de membres en fonction sont nécessaires.

**Art. 19.** Le conseil d'administration soumet annuellement à l'approbation de l'assemblée générale le rapport d'activités, les comptes de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice.

L'exercice budgétaire commence le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année. Les comptes sont arrêtés le 31 décembre et soumis à l'assemblée générale avec le rapport de la commission de vérification des comptes.

Afin d'examen, l'assemblée désigne un/deux réviseur(s) de caisse. Le mandat de ceux-ci est incompatible avec celui d'administrateur en exercice.

**Art. 20.** En cas de liquidation les biens sont affectés à une organisation ayant des buts similaires, etc.

**Art. 21.** La liste des membres est complétée chaque année par l'indication des modifications qui se sont produites et ce au 31 décembre.

**Art. 22.** Les ressources de l'association comprennent notamment:

- les cotisations des membres,
- les subsides et subventions,
- les dons ou legs en sa faveur.

**Art. 23.** Toutes les fonctions exercées dans les organes de l'association ont un caractère bénévole et sont exclusives de toute rémunération.

**Art. 24.** Pour tout ce qui n'est pas réglementé par les présents statuts il est renvoyé à la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif telle qu'elle a été modifiée, ainsi qu'au règlement interne en vigueur approuvé lors de la dernière assemblée générale.

Ainsi fait à Luxembourg, le 3 juillet 2012.

*Les membres fondateurs*

Philippe SCHMIT / Cyrille DEDDOUCHE / Alain HEINZ

*Président / Secrétaire / Trésorier*

Référence de publication: 2012081890/106.

(120116440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

**Chi-Square S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 152.873.

Société à responsabilité limitée fondée le 04 mai 2010 et publication dans le Mémorial C- N° 1036.

Il résulte du Conseil d'Administration tenu en date du 15 octobre 2010 que:

Les gérants de la société ont décidé de nommer FIDEWA-CLAR S.A., (N° RCSL B165462) 2-4 rue du Château d'Eau, L-3364 Leudelange, en tant que commissaire aux comptes pour un mandat indéterminé.

Il résulte du Conseil d'Administration tenu en date du 20 avril 2012 que:

Les gérants de la société ont décidé de transférer le siège social de la Société CHI-SQUARE S.à r.l. au 25A, Boulevard Royal; L-2449 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11/05/2012.

Paddock Fund Administration

Référence de publication: 2012081894/17.

(120116342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**Competrol (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 46.016.

—  
*Extrait des résolutions prises par l'associé unique le 26 juin 2012*

En date du 26 juin 2012, l'Associé Unique de Competrol (Luxembourg) Sarl ("la Société") a pris la résolution suivante:

- D'accepter la démission de Monsieur Sjors van der Meer en qualité de gérant de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2012;

- De nommer Monsieur Xavier de Cillia, dont l'adresse professionnelle est à 2-8 avenue Charles de Gaulle, L- 1653 Luxembourg, en tant que gérant de la Société, avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2012, pour une durée indéterminée et avec pouvoir de signature conjointe avec tout autre gérant.

Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Luxembourg Corporation Company SA

Signatures

*Un mandataire*

Référence de publication: 2012081933/18.

(120116430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**CCom Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: CHF 25.000,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 106.978.

—  
Par résolutions prises en date du 26 juin 2012, l'associé unique a décidé de renouveler le mandat de réviseur d'entreprises agréé de ERNST & YOUNG, avec siège social au 7, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2012 et qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juin 2012.

Référence de publication: 2012081914/14.

(120116588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**Cirtedias S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 107.710.

—  
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Paul DECKER

*Le Notaire*

Référence de publication: 2012081922/12.

(120116485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**Clara Vision S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 144.265.

—  
Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 20 juin 2012 les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

1. Renouvellement du mandat des administrateurs suivants:

- Yves Cheret, avec adresse au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;

- Alexandre Prost-Gargoz, avec adresse au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;
- Francisco Javier de Jaime, avec adresse au 42, Calle de Senano, 28001 Madrid, Espagne.

pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2012 et qui se tiendra en 2013.

2. Suite à une fusion par absorption, le mandat de commissaire aux comptes de Eurofid S.à LI. prend fin. En conséquence, le commissaire aux comptes est Alter Domus Luxembourg S.à r.l., avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg. L'assemblée générale renouvelle le mandat de Alter Domus Luxembourg S.à r.l. pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2012 et qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 29 juin 2012.

Référence de publication: 2012081926/21.

(120116584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**Compagnie Financière de la Gaichel S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 58.371.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 29 juin 2012 à 9.00 heures à Luxembourg*

- Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viennent à échéance à la présente assemblée.
- L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de renouveler les mandats de Monsieur Joseph Winandy, de Monsieur Koen Lozie et de la société COSAFIN S.A., domiciliée 1 rue Joseph Hackin L-1746 Luxembourg et représentée par Monsieur Jacques BORDET domicilié 1 rue Joseph Hackin L-1746 Luxembourg.
- L'Assemblée Générale Ordinaire décide de renouveler le mandat de Commissaire aux Comptes de Monsieur Pierre Schill.
- Le mandat des Administrateurs et du commissaire aux comptes viendra à échéance à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes arrêtés au 31.12.2012.

Pour copie conforme  
FIDUPAR  
Signatures

Référence de publication: 2012081931/20.

(120116556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**Comptoir de Valeurs de Banque, Société Anonyme.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 2.759.

—  
*Extrait du procès-verbal du Conseil d'Administration en date du 25 mai 2012*

*Deuxième résolution:*

Le Conseil d'Administration nomme Deloitte, domicilié au 560, rue de Neudorf, L-2200 Luxembourg, en qualité de réviseur d'entreprises pour les exercices arrêtés au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5.07.2012.

Jean-Maurice BEAUX / Arnaud SERRES  
*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2012081935/15.

(120116335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**INNCONA S.à.r.l. & Cie. Cent Quatre-Vingt-Dixième(190.) S.e.c.s., Société en Commandite simple.**

Siège social: L-5444 Schengen, 5, Baachergaass.

R.C.S. Luxembourg B 167.812.

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Auszug aus dem Protokoll*

Anwesend waren Herr Rechtsanwalt Martin Seidel als Vorsitzender der Sitzung und Bevollmächtigter des Herrn Dr. Josef Bischoff, Herr Rechtsanwalt Dr. Niggemeyer als Schriftführer und Herr Peter Seidel als Stimmzähler.

Es wurde einstimmig festgestellt, dass die außerordentliche Gesellschafterversammlung form- und fristgerecht einberufen wurde; die Gesellschafterversammlung ist gemäß Art. 5 Abs. 4 des Gesellschaftsvertrages beschlussfähig. Es sind alle stimmberechtigten Gesellschafter anwesend.

Es wurden folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

Es ist beschlossen: Clôture de Liquidation/Abschluss der Liquidation

1. Dem Bericht des Liquidators zur Liquidation wird zugestimmt und dem Liquidator, Herrn Martin Seidel, wird Entlastung erteilt.

2. Die Liquidation der Gesellschaft ist abgeschlossen. Die Gesellschaft existiert mit heutigem Datum nicht mehr.

3. Vermögen und Verbindlichkeiten der Gesellschaft gehen auf den Gesellschafter, Dr. Josef Bischoff, über.

4. Die verfügbaren Bücher und Dokumente der Gesellschaft werden beim Gesellschafter Bischoff, Dr. Josef, Bauernworth 7, 21272 Eggestorf/Nordheide, verwahrt.

5. Die Gesellschaft ist im Handelsregister zu löschen. Herr Seidel wird hierzu bevollmächtigt.

Schengen, den 18. Juni 2012.

Herr Dr. Niggemeyer / Herr RA Martin Seidel / Herr Peter Seidel

*Rechtsanwalt / Rechtsanwalt / Expert comptable*

Référence de publication: 2012082130/26.

(120116387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

**Calicot, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 260.230.306,00.**

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 169.912.

**STATUTS**

L'an deux mille douze, le vingt-huit (28) juin.

Par-devant Nous, Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert.

A comparu:

Sir Lindsay OWEN-JONES, né le 17 mars 1946 à Wallasey (GB), domicilié au 21 rue du Bois de Boulogne, à F-92200 Neuilly-Sur-Seine (France).

Ici représenté par Madame Jessy Bouché, employée privée, demeurant professionnellement au 23, rue Jean Jaurès, à L-1836 Luxembourg, en vertu d'une procuration signée en date du 27 juin 2012,

Laquelle procuration paraphée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

**I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination CALICOT (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les Statuts).

**Art. 2. Siège social.**

2.1. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune par simple décision du gérant. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé par simple décision du gérant des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, ou militaire

de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produisent ou sont imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui restera une société luxembourgeoise.

#### **Art. 3. Objet social.**

3.1. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

3.2. Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et droits de propriété intellectuelle de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

3.3. La société aura également pour objet la gestion de son propre patrimoine immobilier ou mobilier par l'achat, la location, la mise en valeur et la vente de toutes propriétés et droits immobiliers.

3.4. Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

#### **Art. 4. Durée.**

4.1. La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

### **II. Capital - Parts sociales**

#### **Art. 5. Capital.**

5.1. Le capital social est fixé à deux cent soixante millions deux cent trente mille trois cent six euros (EUR 260.230.306), représenté par un million (1.000.000) de parts sociales sans désignation de valeur nominale.

5.2. Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

#### **Art. 6. Parts sociales.**

6.1. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.2. Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non associés n'est possible qu'avec l'accord donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après sa notification à la Société ou acceptation par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.3. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

6.4. La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites et aux conditions prévues par la Loi.

### **III. Gestion - Représentation**

#### **Art. 7. Gestion.**

7.1. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, nommé(s) par résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat, Les gérants ne sont pas nécessairement des associés.

7.2. Les gérants sont révocables ad nutum à tout moment (sans raison).

#### **Art. 8. Pouvoirs du gérant.**

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'associé unique ou, le cas échéant, à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du ou des gérants qui auront tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le(s) gérant(s).

**Art. 9. Représentation.** Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par la signature du gérant unique ou, lorsque la société comporte plusieurs gérants, par les signatures conjointes de deux gérants. Le cas échéant, par les signatures individuelles ou conjointes de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2 des Statuts.

En cas d'empêchement temporaire du ou des gérants, les affaires sociales peuvent être gérées par l'associé unique ou, lorsque la société comporte plusieurs associés, par deux associés agissant conjointement.

**Art. 10.** Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

#### IV. Assemblée générale des associés

##### Art. 11. Pouvoirs et droits de vote.

11.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

11.2. Chaque associé a le droit de recevoir une convocation et de participer à toutes les assemblées d'actionnaires de la Société et possède une (1) voix pour chacune des parts sociales qu'il détient pour chacune de ces assemblées.

11.3. Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique une autre personne comme son mandataire.

##### Art. 12. Forme - Quorum - Majorité.

12.1. Les décisions collectives ne sont valablement prises (sous réserve de l'article 12.2) que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

12.2. Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

#### V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

##### Art. 13. Exercice social.

13.1. L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

13.2. Chaque année, le trente et un décembre, la gérance établit les comptes annuels.

13.3. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels.

##### Art. 14. Affectation des bénéfices.

14.1. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé 5% sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne 10% du capital social de la Société.

14.2. L'associé unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

14.3. Des dividendes intérimaires pourront être distribués à tout moment aux conditions suivantes:

- (i) un état comptable ou un inventaire ou un rapport est dressé par la gérance de la Société,
- (ii) il ressort de cet état comptable, inventaire ou rapport que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à la réserve légale,
- (iii) la décision de payer les dividendes intérimaires est prise par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés de la Société dans les deux (2) mois après la date à laquelle a été arrêté cet état comptable,
- (iv) assurance a été obtenue que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés,
- (v) si les dividendes intérimaires versés sont supérieures aux bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, l'(les) associé(s) sera(ont) tenu(s) de reverser l'excès à la Société.

#### VI. Dissolution - Liquidation

15.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution de l'associé (des associés) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

15.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.



## VI. Disposition générale

16. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

### Disposition transitoire

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2012.

### Souscription et libération

Les parts sociales de la Société ont été souscrites comme suit:

Souscripteurs	Nombre de parts	Montant souscrit
Sir Lindsay Owen-Jones, prénommé . . . . .	1.000.000	EUR 260.230.306,-
Total: . . . . .	1.000.000	EUR 260.230.306,-

Les parts sociales ont été intégralement libérées par un apport en nature fait par le souscripteur de 2.998.045 actions de L'OREAL, une société anonyme de droit français ayant son siège social au 14 rue Royale, F-75008 Paris, société cotée à la bourse de Paris, Compartiment A, secteur biens de consommation, sous-secteur Articles Personnels, cotation continue, indice CAC 40, lequel apport est évalué à EUR 260.230.306,- (deux cent soixante millions deux cent trente mille trois cent six euros) et a fait l'objet d'une déclaration des gérants. La preuve en a été donnée au notaire soussigné qui le reconnaît.

### Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

### Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ EUR 6.700,-.

### Décisions

Et aussitôt après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Sont nommés gérants de la Société pour une durée indéterminée:

(i) Sir Lindsay Owen-Jones, né le 17 mars 1946 à Wallasey (GB), demeurant au 21, rue du Bois de Boulogne, F-92200 Neuilly-Sur-Seine

(ii) Michaël Dandois, né le 15 janvier 1971 à Messancy (B), avocat à la Cour, demeurant au 23 rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi à L-1836 Luxembourg, 23 rue Jean Jaurès

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J. BOUCHÉ, C. DELVAUX

Enregistré à Redange/Attert, le 29 juin 2012. Relation: RED/2012/884. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé) T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 3 juillet 2012.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2012081909/174.

(120116543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

### Constructions Métalliques Arendt SA, Société Anonyme.

Siège social: L-7737 Colmar-Berg, Zone Industrielle Piret.

R.C.S. Luxembourg B 37.987.

Aux membres du conseil d'administration

Par la présente, je démissionne de mon mandat d'administrateur et de mon mandat d'administrateur délégué de votre société avec effet au 30 novembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hachiville, le 8 novembre 2011.

Alex Arendt.

Référence de publication: 2012081936/12.

(120116555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

**Niederfeelen S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1113 Luxembourg, rue John L. Mac Adam.  
R.C.S. Luxembourg B 118.642.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 18 juin 2009 que le mandat du commissaire aux comptes, la société Fiduciaire Becker, Gales & Brunetti S.A., établi à L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers, a été renouvelé jusqu'à l'assemblée annuelle de l'an 2012.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 17 juin 2010 que les mandats des administrateurs M. Roland Kuhn, administrateur A, demeurant à L-2630 Luxembourg, 148, route de Trèves, M. Jean Nickels, administrateur A, demeurant à L-9184 Schrodweiler, M. Marcel Lepore, administrateur B, demeurant à L-4973 Dippach, 1, rue des Romains, Mme Rosa Kaiser, administrateur B, demeurant à L-4973 Dippach, 1, rue des Romains, ont été renouvelés jusqu'à l'assemblée annuelle de l'an 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2012.

Pour avis et extrait conforme

*Le Conseil d'Administration*

Référence de publication: 2012082292/20.

(120116656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**Placidus S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 31.182.

—  
L'adresse du commissaire aux comptes, AUDIEX S.A., est désormais la suivante:

9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juin 2012.

Référence de publication: 2012082347/11.

(120116408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**Cyen S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8055 Bertrange, 132, rue de Dippach.  
R.C.S. Luxembourg B 147.066.

—  
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 9 juillet 2012.

Référence de publication: 2012081941/10.

(120116481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**Datacenter Luxembourg SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-3372 Leudelange, 2, rue Léon Laval.  
R.C.S. Luxembourg B 77.200.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue au siège social en date du 20 juin 2012*

*Résolution unique*

Suite à la démission de la société Fidu-Concept Sàrl de son mandat, l'Assemblée décide par vote spécial de nommer la société:

Codeja Sàrl établie au 18-20 rue Michel Rodange L-2430 Luxembourg

comme Commissaire aux comptes de la Société pour un mandat prenant fin lors de l'assemblée générale annuelle devant se tenir en 2017.

Référence de publication: 2012081946/14.

(120116341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**Decal International Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 45.719.

Lors de l'assemblée générale ordinaire reportée tenue en date du 15 juin 2012, les actionnaires ont décidé de:

1. de renouveler le mandat des administrateurs suivants:

- Sarah Triboldi, avec adresse professionnelle au 2, Via Cavour, 26020 San Bassano (CR), Italie
- Gianluigi Triboldi, avec adresse professionnelle au 15, Via Landriani, 26015 Soresina, Italie
- Secondo Triboldi, avec adresse professionnelle au 1/A, Via Arderico da Soresina, 26015 Soresina, Italie

pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2012 et qui se tiendra en 2013.

2. de renouveler le mandat d'administrateur-délégué de Gianluigi Triboldi, avec adresse professionnelle au 15, Via Landriani, 26015 Soresina, Italie pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2012 et qui se tiendra en 2013.

3. de renouveler PricewaterhouseCoopers avec siège social au 400, Route d'Esch, L-1471 Luxembourg en tant que réviseur d'entreprises agréé, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2012 et qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 19 juin 2012.

Référence de publication: 2012081947/22.

(120116586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

**Smalt, Société Anonyme,  
(anc. Fortis Bank Reinsurance S.A.).**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 29.273.

L'an deux mille douze, le vingt-neuf juin.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «Fortis Bank Reinsurance S.A. en abrégé FB Re S.A.», ayant son siège social au 50, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg section B numéro 29273, constituée sous la dénomination «BG Ré» suivant acte reçu par Maître Jacques Delvaux, alors notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 28 octobre 1988, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (ci-après le «Mémorial C»), numéro 27 du 31 janvier 1989 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg le 10 janvier 2008, publié au Mémorial C numéro 883 du 10 avril 2008.

L'assemblée est présidée par Madame Gaétane Bergem, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Madame Sara Lecomte, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que les vingt-cinq mille (25.000) actions représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour*

1.- Acceptation de la démission de Madame Barbara Bavay et Monsieur Jean-Louis Marlier de leur fonction d'Administrateur de la Société

2.- Changement de dénomination de la Société et modification subséquente de l'article premier des statuts.

3.- Modification de l'objet social de la Société et modification subséquente de l'article 3 des statuts.

4.- Création de catégories d'Administrateurs et modification subséquente des articles 8 et 12 des statuts.

5.- Modification de l'article 13 des statuts

6.- Nomination de Madame Stéphanie Majchrzak-Gilot et Messieurs Christophe Bréchnignac et Pascal Hobler en tant qu'administrateurs de catégorie A et nomination de Madame Aurélie Roque et Messieurs Yvan Juchem, Laurent Jansen et Claude Weber en tant qu'administrateurs de catégorie B.

IV.- L'intégralité du capital social étant représentée à la présente l'Assemblée, les Actionnaires décident de renoncer aux formalités de convocation.

Les actionnaires présents ou représentés considèrent avoir été valablement convoqués, et acceptent dès lors de délibérer et de voter les points portés à l'ordre du jour. Ils confirment que toute la documentation présentée lors de l'assemblée a été mise à leur disposition endéans une période suffisante pour leur permettre d'examiner attentivement chaque document.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

#### *Première résolution*

L'assemblée décide d'accepter la démission de Madame Barbara Bavay et de Monsieur Jean-Louis Marlier de leur fonction d'Administrateurs de la Société. La décharge sera attribuée à la prochaine assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2012.

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée décide de changer la dénomination de la Société de «Fortis Bank Reinsurance S.A. en abrégé FB Re S.A.» en «SMALT» et de procéder à la modification subséquente de l'article premier des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 1<sup>er</sup>** . Il existe une société anonyme sous la dénomination de SMALT.

#### *Troisième résolution*

L'assemblée décide de modifier l'objet social de la Société et de procéder à la modification subséquente de l'article 3 des statuts pour lui donner la teneur suivante :

« **Art. 3.** La Société a pour objet social l'acquisition, la détention et la cession de participations dans toute société et entreprise luxembourgeoise et/ou étrangère, l'investissement dans des actifs meubles ou immeubles ainsi que l'administration, la mise en valeur et la gestion de ces participations et investissements.

La Société peut investir dans tout actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit (y compris sans restriction, dans des credit-linked notes) et la Société peut fournir des prêts et financements sous quelque forme que ce soit, consentir des garanties ou des sûretés sous quelque forme que ce soit et peut s'engager dans toute opération de couverture. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission d'obligations, de billet à ordre ou tout autre instrument de dette.

D'une façon générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière qu'elle estime utile à ou nécessaire pour l'accomplissement et le développement de son objet social.»

#### *Quatrième résolution*

L'assemblée décide de créer les catégories d'Administrateurs A et B et de modifier en conséquence le premier paragraphe de l'article 8 ainsi que l'article 12 des statuts pour leur donner la teneur suivante :

« **Art. 8.** La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de quatre (4) membres au moins, dont au moins deux (2) administrateurs de catégorie A (les «Administrateurs A») et deux (2) administrateurs de catégorie B (les «Administrateurs B») qui n'ont pas besoin d'être actionnaires, nommés par l'Assemblée Générale pour un terme ne pouvant dépasser 6 ans et en tout temps révocables par l'Assemblée Générale.

[...]

**Art. 12.** Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée par la signature conjointe d'un Administrateur de catégorie A et d'un Administrateur de catégorie B ou par la signature unique de toute personne à qui pouvoir de signature aura été délégué par un Administrateur de catégorie A et un Administrateur de catégorie B mais seulement dans les limites de ce pouvoir.»

#### *Cinquième résolution*

L'assemblée décide de modifier le premier paragraphe de l'article 13 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 13.** La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprise (ci-après les «Réviseurs»), nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat.

[...].»

#### *Sixième résolution*

L'assemblée nomme en tant qu'administrateurs de catégorie A de la Société les personnes suivantes :

Madame Stéphanie Majchrzak-Gilot, employee at BGL BNP Paribas Luxembourg, née le 08 mars 1968 à F-STAINS, résidant au 50, Avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg,

Monsieur Christophe Bréchnac, employee at BGL BNP Paribas Luxembourg, né le 28 décembre 1973 à F-PARIS 12<sup>e</sup>, résidant au 50, Avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg et;

Monsieur Pascal Hobler, employee at BGL BNP Paribas Luxembourg, né le 24 mars 1968 à F-METZ, résidant au 50, Avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg.

L'assemblée nomme en tant qu'administrateurs de catégorie B de la Société les personnes suivantes :

Madame Aurélie Roque, employee at BGL BNP Paribas Luxembourg, née le 19 mars 1976 à F-MONTAUBAN, résidant au 50, Avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg et;

Monsieur Laurent Jansen, employee at BGL BNP Paribas Luxembourg, né le 16 septembre 1971 à B-VERVIERS résidant au 50, Avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg.

Les administrateurs de catégorie A et les administrateurs de catégorie B sont nommés pour une période d'un an renouvelable. Leur mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2013.

Monsieur Yvan Juchem, employee at BGL BNP Paribas Luxembourg, né le 8 décembre 1960 à L-Luxembourg résidant au 50, Avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg poursuivra son mandat en tant qu'Administrateur de catégorie B.

Monsieur Claude Weber, Managing Director of Marsh Management Services Luxembourg S.A., né le 24 avril 1960 à Luxembourg résidant au 74, rue de Merl à L-2146 Luxembourg poursuivra son mandat en tant qu'Administrateur de catégorie B.

#### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille Euro (EUR 1.000,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: G. Bergem, S. Lecomte, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 3 juillet 2012. Relation: LAC/2012/30856. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

*Le Receveur (signé): I. Thill.*

Référence de publication: 2012082006/116.

(120116391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

#### **V.V.B. International Holding G.m.b.H., SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 47.693.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour V.V.B. International Holding G.m.b.H., SPF  
United International Management S.A.*

Référence de publication: 2012082506/12.

(120116017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

#### **Dream Luxco S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 163.056.

---

Lors de l'assemblée générale annuelle reportée tenue en date du 15 juin 2012, les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

1. Renouvellement du mandat de réviseur d'entreprises agréée de PriceWaterhouseCoopers, avec siège social au 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2012 et qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 28 juin 2012.

Référence de publication: 2012081951/14.

(120116582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**Decal S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 36.549.

Lors de l'assemblée générale ordinaire reportée tenue en date du 15 juin 2012, les actionnaires ont décidé:

1. de renouveler le mandat des administrateurs suivants:

- Sarah Triboldi, avec adresse professionnelle au 2, Via Cavour, 26020 San Bassano (CR), Italie
- Gianluigi Triboldi, avec adresse professionnelle au 15, Via Landriani, 26015 Soresina, Italie
- Secondo Triboldi, avec adresse professionnelle au 1/A, Via Arderico da Soresina, 26015 Soresina, Italie

pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2012 et qui se tiendra en 2013.

2. de renouveler le mandat d'administrateur-délégué de Gianluigi Triboldi, avec adresse professionnelle au 15, Via Landriani, 26015 Soresina, Italie pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2012 et qui se tiendra en 2013.

3. de renouveler PricewaterhouseCoopers avec siège social au 400, Route d'Esch, L-1471 Luxembourg en tant que réviseur d'entreprises agréé, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2012 et qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 19 juin 2012.

Référence de publication: 2012081954/22.

(120116587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**Jonzac Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 77.724.

Il résulte d'une résolution de l'actionnaire unique datée du 29 juin 2012 que:

- les mandats des administrateurs sortants, à savoir:

- \* Mme Geneviève BLAUEN-ARENDT, administrateur de sociétés, également Présidente;
- \* M. Marc SCHMIT, chef-comptable, et
- \* M. Fernand HEIM, directeur financier,

tous trois avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg,

- ainsi que celui du commissaire aux comptes sortant, M. Marco RIES, réviseur d'entreprises, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg

ont été reconduits jusqu' à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2018.

Pour extrait conforme

SG AUDIT S. à r.l.

Référence de publication: 2012082171/18.

(120116461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**DEMA SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 39.335.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 16.03.2012*

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 16 mars 2012 que:

L'assemblée a décidé de renommer les personnes suivantes au poste d'administrateur, pour une durée de un an:

- Mr Luc Deprez, BE – 8800 Roeselare, Brugsesteenweg, 184
- Mme Marie-Josée Mauroo, domicilié à BE – 8800 Roeselare, Brugsesteenweg, 184
- Fidelin S.A., ayant son siège social à L – 1150 Luxembourg, route d'Arlon, 287

- Monsieur Dominique Ransquin, domicilié professionnellement à L – 1526 Luxembourg, Val Fleuri, 23
- L'assemblée a décidé de renommer pour la même durée, au poste de commissaire aux comptes:
- Banque Delen Luxembourg ayant son siège social à L – 1150 Luxembourg, route d'Arlon 287

Pour extrait certifié conforme

Référence de publication: 2012081955/17.

(120116472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**DKV Globality S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 134.471.

---

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Référence de publication: 2012081959/10.

(120116606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**Nedpoint S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 2.518.750,00.**

Siège social: L-1313 Luxembourg, 5, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 129.037.

---

EXTRAIT

Suite aux résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 5 juin 2012, il a été décidé:

(i) de transférer, avec effet du 7 juin 2012, le siège social de la Société de 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg à 5, rue des Capucins, L-1313 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

(ii) d'accepter, avec effet du 7 juin 2012, la démission de Monsieur Stéphane WEYDERS, né le 2 janvier 1972 à Arlon (Belgique), résidant professionnellement au 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

(iii) de nommer, avec effet du 7 juin 2012, Monsieur Teunis Christiaan AKKERMAN, né le 30 décembre 1948 à Dirksland (Les Pays-Bas), résidant au 15, rue Jean-Pierre Kommes, L-6988 Hostert, Grand-Duché de Luxembourg, jusqu'à l'assemblée générale des associés de la Société qui se tiendra en l'année 2013.

Par conséquent, le conseil d'administration de la Société, en date du 7 juin 2012, se compose comme suit:

- Monsieur Christophe LAGUERRE, né le 26 mai 1964 à Saint-Mard (Belgique), résidant au 115, rue du Kiem, L-8030 Strassen, (Luxembourg);

- Monsieur Jean Roger LEMAIRE, né le 10 juillet 1951 à Bastogne (Belgique), résidant au 12A, rue Randlingen, L-8366 Hagen, (Luxembourg);

- Monsieur Teunis Christiaan AKKERMAN, né le 30 décembre 1948 à Dirksland, Les Pays-Bas, résidant au 15, rue Jean-Pierre Kommes, L-6988 Hostert, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour NEDPOINT S.A.

S.TH. Kortekaas

Mandataire

Référence de publication: 2012082579/27.

(120116745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**E.I.I.G. SA, Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 80.437.

---

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue le 28 juin 2012*

Est nommé administrateur, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014:

- Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L- 1653 Luxembourg en remplacement de Monsieur Thierry FLEMING, administrateur démissionnaire en date du 15 juin 2012.

Pour extrait conforme  
Luxembourg, le 28 juin 2012.

Référence de publication: 2012081971/15.

(120116390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**JPS Consult S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7347 Steinsel, 16, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 108.603.

L'an deux mille douze, le vingt-six juin.

Par-devant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

Ont comparu:

- 1) Monsieur Jean Paul SCHEUREN, employé privé, demeurant à L-7647 Steinsel, 16, rue de la Libération,
- 2) Madame Eleonora MORGA, employée privée, épouse de Monsieur Jean Paul SCHEUREN, demeurant à L-7647 Steinsel, 16, rue de la Libération,

représentée par Monsieur Jean Paul SCHEUREN, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé datée du 25 juin 2016,

laquelle procuration, paraphée "ne varietur", restera annexée au présent acte pour être formalisée avec celui-ci.

Lesdits comparants ont déclaré et prié le notaire d'acter ce qui suit:

1. Monsieur Jean Paul SCHEUREN et Madame Eleonora MORGA, prénommés, sont les associés de la société à responsabilité limitée "JPS CONSULT S.à r.l." avec siège social à L-1316 Luxembourg, 2A, rue des Carrières, constituée suivant acte reçu par le notaire Henri HELLINCKX, de résidence à Luxembourg, en date du 30 mai 2005, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 1142 du 30 novembre 2005, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous la section B et le numéro 108.603, au capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00) représentée par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125,00) chacune.

2. Les associés décident de transférer le siège de la société de Luxembourg-Ville à L-7347 Steinsel, 16, rue de la Libération et de modifier en conséquence l'article quatre, paragraphe un des statuts, lequel sera dorénavant rédigé comme suit:

« **Art. 4. (paragraphe un).** Le siège social est établi à Steinsel.»

3. Les frais et honoraires des présentes et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par la société.

4. Pour les publications et dépôts à faire, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J. P. Scheuren, E. Morga, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 27 juin 2012. Relation: LAC/2012/29841. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

*Le Receveur (signé): Irène THILL.*

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juillet 2012.

Référence de publication: 2012082174/39.

(120116545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2012.

---

**Boston Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 140.340.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012083524/9.

(120118107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2012.

---